



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

Provisoire

**9299<sup>e</sup>** séance

Jeudi 30 mars 2023, à 10 heures

New York

*Présidents :* M. Nyusi/M<sup>me</sup> Dlhovo ..... (Mozambique)

*Membres :*

Albanie .....	M. Spasse
Brésil .....	M. Bicalho Cozendey
Chine .....	M. Liu Yuxi
Émirats arabes unis .....	M. Al Nahyan
Équateur .....	M. Montalvo Sosa
États-Unis d'Amérique .....	M <sup>me</sup> Zeya
Fédération de Russie .....	M. Nebenzia
France .....	M. de Rivière
Gabon .....	M. Biang
Ghana .....	M. Agyeman
Japon .....	M. Ishikane
Malte .....	M <sup>me</sup> Gatt
Suisse .....	M. Hauri
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	M. Kariuki

## Ordre du jour

### Paix et sécurité en Afrique

L'effet des politiques de développement sur la mise en œuvre de l'initiative  
Faire taire les armes

Lettre datée du 24 février 2023, adressée au Secrétaire général par le  
Représentant permanent du Mozambique auprès de l'Organisation des  
Nations Unies (S/2023/148/Rev.1)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

## **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

## **Paix et sécurité en Afrique**

### **L'effet des politiques de développement sur la mise en œuvre de l'initiative Faire taire les armes**

**Lettre datée du 24 février 2023, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2023/148/Rev.1)**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je souhaite chaleureusement la bienvenue aux ministres et autres représentants et représentantes de haut niveau. Leur présence aujourd'hui témoigne de l'importance de la question à l'examen.

Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants et représentantes des pays suivants à participer à la présente séance : Afrique du Sud, Allemagne, Autriche, Costa Rica, Croatie, Danemark, Égypte, Espagne, Éthiopie, Grèce, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Liechtenstein, Maroc, Mexique, Namibie, Nigéria, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Rwanda, Sierra Leone, Slovaquie, Thaïlande, Trinité-et-Tobago et Ukraine.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M<sup>me</sup> Cristina Duarte, Conseillère spéciale du Secrétaire général pour l'Afrique ; S. E. M. Mohamed Ibn Chambas, Haut-Représentant de l'Union africaine pour l'initiative Faire taire les armes ; et M. Mirko Manzonì, Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Mozambique.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite également S. E. M. Olof Skoog, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies ; et M. António Vitorino, Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2023/148/Rev.1, qui contient le texte d'une lettre datée du 24 février 2023, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant une note de cadrage sur la question à l'examen.

Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Duarte.

**M<sup>me</sup> Duarte** (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la présidence mozambicaine du Conseil de sécurité d'avoir organisé le présent débat public sur l'effet des politiques de développement sur la mise en œuvre de l'initiative Faire taire les armes et de m'avoir invitée à présenter au Conseil un exposé sur cette question.

Le Plan directeur de l'Union africaine sur les mesures concrètes à prendre pour faire taire les armes en Afrique, également connu sous le nom de Plan directeur de Lusaka, a recensé cinq domaines d'action dans lesquels les États membres africains, avec le soutien de la communauté internationale, doivent accomplir des progrès en vue de faire taire les armes en Afrique. Sur ces cinq domaines, quatre, à savoir les volets économique, social, environnemental et juridique, renvoient à des problématiques abordées dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. La structure du Plan directeur de Lusaka souligne la pertinence des politiques de développement et de la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine pour la réalisation de la paix et de la sécurité sur le continent. Malheureusement, il n'est pas suffisamment tenu compte du point de vue africain dans les discussions mondiales relatives à la paix et à la sécurité sur le continent.

Depuis trop longtemps, ces discussions mondiales considèrent que les liens entre paix, sécurité et développement sont restreints parce que les guerres créent des situations d'urgence, détournent des fonds qui devraient être mis au service du développement et détruisent les infrastructures. Ces faits sont exacts, mais ils donnent à voir une image incomplète du rapport entre paix et développement.

Comme les décideurs africains l'avaient à l'esprit au moment d'élaborer le Plan directeur de Lusaka, les politiques de développement jouent un rôle important à l'appui de la prévention et du règlement des conflits. Qui plus est, l'absence de politiques de développement, ou l'existence de politiques et de programmes qui ne favorisent pas un développement inclusif, peut être une cause profonde de conflit. Autrement dit, pour

reprendre les mots du Secrétaire général, « les flammes du conflit sont attisées par les inégalités, le dénuement et le manque de financement » (S/PV.9011, p.4). *A contrario*, des politiques de développement inclusives, transparentes, équitables et efficaces peuvent être l'outil le plus opérant pour la prévention des conflits.

L'an dernier, quand j'ai fait au Conseil un exposé sur le renforcement des capacités pour la pérennisation de la paix (voir S/PV.9106), j'ai insisté sur la nécessité de faire la distinction entre les facteurs externes et les facteurs internes des conflits. Les facteurs externes consistent dans les problèmes qui, dans une certaine mesure, échappent au contrôle d'un État à titre individuel, tels que la course aux ressources naturelles à laquelle se livrent des intervenants externes, avec les intérêts géopolitiques que cela implique, et le terrorisme international. Les facteurs internes ont trait aux interactions entre l'État et les citoyens, tout particulièrement l'exclusion des services publics. Pour mettre fin aux conflits, il faut remédier aux facteurs tant externes qu'internes. Je signale à ce sujet que les politiques de développement sont mieux à même de remédier aux facteurs internes, étant donné que l'inclusion passe nécessairement par le développement durable.

Toutefois, la réponse traditionnelle aux problèmes de paix et de sécurité en Afrique n'est pas de combattre les causes profondes internes et externes des conflits, mais uniquement leurs symptômes. À cet égard, la seule solution efficace aux conflits en Afrique réside dans le développement durable, car seul le développement créera les capacités qui permettront aux pays africains de lutter contre les causes profondes internes et externes des conflits. Il s'agit d'un point très clair non seulement dans le Plan directeur de Lusaka mais aussi dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui reflète notre vision d'un continent pacifique, uni et prospère.

Reconnaître que les politiques de développement ont une incidence sur la paix et la sécurité suppose d'identifier les causes liées au développement qui se cachent derrière un conflit afin de permettre au pays touché d'adopter les mesures à moyen et long terme qui ouvriront une voie viable et durable vers la paix. Au cours de mon exposé au Conseil l'an dernier, j'ai évoqué l'une de ces causes, à savoir l'exclusion réelle ou perçue des services publics. Aujourd'hui, conformément à la note de cadrage établie pour le présent débat (voir S/2023/148/Rev.1), je ferai référence à l'histoire politique du continent.

Même si les facteurs internes et externes peuvent avoir des causes en apparence directes et actuelles, leur origine remonte loin dans l'histoire. Le colonialisme est

souvent accusé d'être responsable de l'exploitation économique du continent africain, mais ses effets sur les lacunes d'aujourd'hui en matière de gouvernance sont rarement abordés. Le rapport de 2022 du Secrétaire général sur la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (S/2022/959) met l'accent sur le fait que les pays africains, en accédant à l'indépendance, ont hérité de structures de gouvernance qui n'étaient pas conçues pour la gestion réussie d'États indépendants, et par conséquent pas adaptées pour concrétiser la vision de l'indépendance.

Du point de vue économique, comme chacun le sait, les administrations coloniales faisaient primer non pas le développement économique, mais l'extraction de ressources et le recouvrement de l'impôt. Du point de vue de l'état de droit, leur objectif n'était guère de défendre les droits des personnes, mais d'exercer leur autorité. Même du point de vue du territoire, l'objectif n'était pas d'assurer la présence de l'État partout, mais de contrôler des sites stratégiques en raison soit de leur emplacement, soit de leur valeur économique. De plus, les États africains ont également hérité de frontières tracées à la règle qui avaient été définies non pour organiser une population, mais pour répartir les ressources naturelles d'un continent.

En conséquence de ces facteurs historiques, du point de vue de la gouvernance, les pays africains doivent composer aujourd'hui encore avec trois « géographies » qui conditionnent la relation entre le gouvernement d'un pays, son territoire et sa population.

La première géographie consiste dans le territoire administratif d'un pays, qui est déterminé par ses frontières. Comme souligné dans la note de cadrage du présent débat, en Afrique, ces frontières sont le résultat artificiel de négociations entre des puissances coloniales qui n'ont pas tenu compte de la réalité du continent.

Cela nous amène à la deuxième géographie, qui reflète les groupes socioculturels préexistants. Les chevauchements entre la première et la deuxième géographies ont conduit à une situation dans laquelle des pays africains ont à l'intérieur de leurs frontières administratives deux groupes socioculturels historiques ou davantage et à des situations où une communauté historique s'étend sur deux pays ou plus. Par exemple, dans ma région de l'Afrique de l'Ouest, il y a un groupe, les Peuls, qui est présent dans tous les pays entre la Gambie et le Cameroun. Ce chevauchement a deux grandes conséquences en termes de gouvernance.

Premièrement, les administrations coloniales ont établi des structures centralisées, dont les États indépendants ont ensuite hérité. Ces structures n'ont pas été

conçues pour gérer une population diverse ni promouvoir l'inclusion. Il s'ensuit que nombre de pays africains sont aux prises avec des conflits intercommunautaires qui ne peuvent pas être réglés du point de vue de la gouvernance, à moins que ces structures soient dûment réformées. La décentralisation et la dévolution sont des instruments de politique générale essentiels qui doivent faire partie de la boîte à outils du règlement des conflits. Elles permettent la reconnaissance des réalités locales au sein d'un État et donnent aux communautés historiques les moyens de leur autonomie. En outre, elles peuvent contribuer à accroître l'efficacité des services publics grâce à une gestion plus proche des bénéficiaires. Les structures de leadership traditionnelles peuvent également être des outils efficaces pour favoriser l'inclusion des communautés historiques, et peuvent à ce titre apporter une valeur ajoutée aux structures de gouvernance africaines.

La deuxième conséquence du chevauchement entre ces deux géographies est l'existence d'une réalité socioéconomique qui transcende les frontières des différents pays. Du point de vue de la paix et de la sécurité, les mouvements transfrontières sont souvent perçus comme un risque, ce qui peut entraîner une volonté de contrôler les frontières en les fermant, bien que ce type de mesures soit le plus souvent inefficace. Il est impossible de contenir une réalité historique qui dépasse les frontières. En outre, le fait de chercher à limiter la réalité transfrontalière des groupes africains historiques sape leur potentiel en tant que source de croissance et de résilience, et accroît la méfiance à l'égard des institutions étatiques. Seul le processus d'intégration de l'Afrique permettra de relever ce défi tout en favorisant la croissance, le développement et la paix. Au lieu de répondre aux menaces transfrontalières potentielles en fermant les frontières, nous devons accélérer l'intégration par l'intermédiaire de la Zone de libre-échange continentale africaine, des communautés économiques régionales et des différents instruments qui composent l'architecture de l'Union africaine.

La troisième géographie correspond à la présence effective de l'État. Comme le souligne la note de cadrage, en Afrique, les investissements et les institutions publiques se sont concentrés autour de quelques centres urbains, alors que de vastes pans du territoire ne comptaient aucune présence de l'État. Il s'agit là encore de la résultante de facteurs internes et externes. Parmi les facteurs externes figure la prédominance, dans les politiques internationales de financement et de développement mises en place depuis les années 1990, d'une approche des services publics fondée sur le marché dont

l'objectif était de restreindre les institutions publiques, affaiblissant davantage des structures étatiques déjà intrinsèquement limitées. En parallèle, d'un point de vue interne, les pays africains n'ont pas suffisamment mis l'accent sur la mise en place de systèmes nationaux solides. En conséquence, les institutions étatiques sont aujourd'hui absentes dans de nombreuses régions éloignées, rurales et marginalisées du continent. Cette absence de l'État, en termes de prestation de services, est l'un des principaux facteurs qui sapent la légitimité des institutions étatiques, rompent les liens de confiance avec la population, pourtant indispensables à l'édification d'une nation, et créent un terrain fertile pour le terrorisme et l'émergence d'acteurs non étatiques.

Si nous voulons réduire la menace que représente la possibilité que des acteurs non étatiques s'emparent du Sahel et de la Corne de l'Afrique, les solutions militaires doivent être complétées par des politiques de développement actives qui contribuent à assurer une fourniture de services publics effective sur l'ensemble du territoire. Tant que les politiques de développement continueront d'être perçues comme un aspect à n'intégrer qu'une fois les efforts de paix entrepris, nous ne parviendrons pas à une paix durable. À l'inverse, si les aspects liés au développement sont pris en compte dans les processus de rétablissement, de maintien et de consolidation de la paix, je suis convaincue que nous pourrions nous réunir au Conseil de sécurité pour féliciter les pays africains d'avoir réussi à mettre fin aux conflits, tout comme nous félicitons aujourd'hui le Mozambique.

Le processus de paix du Mozambique est un exemple de mise en œuvre intelligente et efficace de politiques de développement au service d'un objectif de paix et de sécurité. L'approche à deux volets définie dans l'Accord de Maputo pour la paix et la réconciliation au Mozambique, qui associe la démilitarisation et la réintégration à la décentralisation et à la déconcentration, a tenu compte de la nécessité de comprendre les causes profondes du conflit et d'identifier les solutions de développement nécessaires pour garantir le succès du processus.

La récente décision du Gouvernement mozambicain d'inclure dans le système de retraite du pays les personnes éligibles ayant bénéficié des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration est un autre exemple de politique intelligente, aussi bien sur le plan de la paix que sur celui du développement. Du point de vue de la paix et de la sécurité, elle franchit une étape de plus dans la lutte contre l'exclusion et dans la promotion de la réconciliation au moyen de politiques sociales et de développement. D'un point de vue macroéconomique, c'est un moyen efficace

de promouvoir la distribution des revenus, qui est indispensable pour parvenir à la résilience socioéconomique. Et la résilience n'est pas seulement nécessaire pour instaurer la paix, elle l'est aussi pour progresser dans la mise en œuvre du Programme 2030 et éviter de tomber dans un scénario où les pays africains seraient distancés. Une croissance économique sans répartition des revenus ne fera qu'accroître les inégalités, l'exclusion et les conflits. Je tiens donc à vous féliciter, Monsieur le Président, de cette décision courageuse qui, j'en suis convaincue, renforcera le processus de paix et de réconciliation de votre pays.

Le processus de paix et de réconciliation du Mozambique démontre que les politiques de développement, lorsqu'elles sont appliquées en parallèle des efforts de rétablissement de la paix, contribuent à mettre fin aux hostilités et à jeter des bases solides pour une paix pérenne et un développement durable. Cette alliance efficace des outils de paix et de développement permettra aux pays africains de faire taire les armes sur le continent et de parvenir à une paix durable.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Duarte de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Chambas.

**M. Chambas** (*parle en anglais*) : C'est un honneur de prendre la parole au Conseil de sécurité aujourd'hui. Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, de l'aimable invitation qui m'a été faite de présenter un exposé au Conseil, et à saisir cette occasion pour vous féliciter, vous et votre gouvernement, d'avoir organisé cet important débat public sur l'effet des politiques de développement sur la mise en œuvre de l'initiative Faire taire les armes de l'Union africaine. À cet égard, je tiens également à me joindre à la Conseillère spéciale Cristina Duarte pour vous féliciter, Monsieur, ainsi que votre gouvernement et le peuple mozambicain, d'avoir donné l'exemple d'un processus de paix réussi, qui peut selon moi servir de modèle dans le cadre du partage des enseignements sur notre continent.

Lorsque les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont adopté l'initiative Faire taire les armes, leur ambition était de léguer aux générations africaines à venir un continent exempt de guerres et de conflits. L'objectif était d'œuvrer pour une Afrique en paix avec elle-même et avec le reste du monde. Le Conseil de sécurité, conformément au partenariat stratégique entre l'Union africaine et l'ONU, s'est joint à cette initiative en adoptant la résolution 2457 (2019).

Le sujet du présent débat est d'actualité. Ce débat intervient à un moment où l'Afrique est confrontée à

de nombreuses difficultés qui menacent la réalisation des nobles objectifs de l'initiative Faire taire les armes, même à la nouvelle échéance fixée à 2030. Les causes de ces difficultés sont historiques, constitutionnelles, institutionnelles, économiques, sociales et culturelles. Elles sont également liées aux répercussions des changements climatiques. La vulnérabilité de l'Afrique face aux chocs économiques mondiaux et la faible mise en œuvre des protocoles et des décisions prises aux niveaux national, sous-régional, continental et international concernant la paix, la sécurité et le développement sur le continent africain sont également des facteurs qui y contribuent.

Malheureusement, nous voyons également le fossé s'agrandir entre les pays riches et les pays pauvres au niveau international, mais aussi au niveau national entre l'élite et les communautés et populations marginalisées et pauvres. L'on estime que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), par exemple, a réduit à néant la plupart des progrès réalisés en Afrique en augmentant le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Le *Rapport économique sur l'Afrique 2021* de la Commission économique pour l'Afrique a constaté que la pandémie de COVID-19 a fait basculer 55 millions d'Africains dans la pauvreté en 2020 et anéanti plus de 20 années de progrès dans la réduction de la pauvreté sur le continent. Le fait que 15 pays africains seraient menacés de surendettement est tout aussi inquiétant. Concrètement, le montant total de la dette africaine annulé dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale il y a 20 ans était de l'ordre de 300 milliards de dollars. Aujourd'hui, l'Afrique est à nouveau endettée à hauteur de plus de 600 milliards de dollars. À l'avenir, nous pourrions et devrions favoriser la reprise et la transformation en Afrique afin de réduire les inégalités et les vulnérabilités, ce qui nous rapprocherait de l'objectif de faire taire les armes. Je voudrais souligner un certain nombre de points à cet égard.

Premièrement, l'Afrique doit s'engager dans un processus de relèvement et de transformation à dimension humaine. Elle doit valoriser l'investissement dans le développement et l'utilisation du capital humain, notamment en investissant dans l'éducation et la science ; en mettant l'accent sur l'employabilité ; en investissant dans la technologie et l'innovation et en investissant dans la santé. Il s'agit également d'exploiter le dividende démographique en investissant, entre autres, dans la création de davantage d'emplois décents ; de tirer parti de la diaspora africaine ; d'intégrer les secteurs informels dans les secteurs structurés de l'économie ; d'investir dans l'égalité des genres et l'autonomisation



des jeunes ; et d'investir dans le développement de la moralité, de l'intégrité, de la discipline, de l'estime de soi et de la confiance en soi.

Deuxièmement, pour que cette transformation soit possible et durable, nous devons mobiliser d'importantes ressources financières. À cet égard, la mobilisation des ressources intérieures doit être prioritaire, l'accent étant mis en particulier sur la lutte contre les flux financiers illicites, qui privent le continent de quelque 90 milliards de dollars par an.

Troisièmement, les technologies numériques nous donnent la possibilité de trouver de nouvelles voies pour une croissance économique rapide et inclusive, ainsi que pour l'innovation, la création d'emplois et l'accès aux services. L'Afrique compte plusieurs écosystèmes performants, dynamiques et qui sont de véritables fers de lance. La révolution de l'argent mobile en est un exemple bien connu, tout comme les industries culturelles, en particulier l'industrie musicale et l'industrie cinématographique.

Quatrièmement, le développement des parcs agricoles vise à assurer la sécurité alimentaire de l'Afrique et, à terme, à en faire un exportateur net de produits alimentaires. Il est insoutenable qu'un continent qui possède 60 % des terres arables restantes dans le monde, ainsi que de nombreux fleuves et masses d'eau douce, soit dépendant de sources extérieures pour ses céréales. Les parcs agricoles favoriseront également, grâce à la spécialisation, les chaînes de valeur régionales et continentales dans le domaine de l'agriculture.

Cinquièmement, l'industrialisation durable est un autre domaine d'intervention clef. À cet égard, la collaboration avec les partenaires supposera le renforcement des capacités des coopératives rurales ; la transformation des produits agricoles ; le renforcement des capacités pour la production de biens intermédiaires à partir du vaste éventail de ressources naturelles de l'Afrique ; le renforcement des capacités pour intégrer la recherche et le développement afin de stimuler l'innovation ; et le développement de chaînes de valeur régionales et continentales.

Sixièmement, le marché de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est promis à un bel avenir. Nous avons une population jeune, avec une classe moyenne en pleine croissance, dont la demande de biens industriels est 1,5 fois plus élevée que la moyenne mondiale. Nous devons créer une norme « Made in Africa » qui, une fois opérationnelle, favorisera la compétitivité des entreprises qui remplissent

les conditions requises et contribuera à l'élimination des obstacles techniques au commerce. Le processus de démondialisation est en cours ; depuis les années 70, l'Afrique connaît un déclin progressif de sa part dans le commerce mondial, qui est passée de 6 à 2,7 % actuellement. En ayant adopté la ZLECAf, qui est une source de devises et de transfert de technologies, notamment, l'Union africaine demeure attachée au commerce international. La ZLECAf prévoit de faire passer l'Afrique, grâce à un changement de paradigme, du statut de producteur et d'exportateur de matières premières à celui d'exportateur de biens et de services manufacturés et transformés par l'agriculture, tels que le tourisme et le travail. Pour parvenir à ce changement de paradigme, il est urgent d'investir dans les infrastructures nationales et transfrontalières afin de faciliter la libre circulation des personnes, des biens et des services.

Septièmement, bien que l'Afrique contribue le moins au réchauffement de la planète, elle est déterminée à jouer son rôle dans la transition verte, bien qu'à une vitesse variable. D'après les nouvelles estimations de la Banque africaine de développement, l'Afrique aura besoin de 1,18 à 1,45 milliard de dollars par an pour mettre en œuvre ses engagements au titre de l'Accord de Paris et ses contributions déterminées au niveau national. À cet égard, le financement de l'action climatique, l'échange de crédits d'émission de carbone et d'autres mécanismes doivent devenir une réalité grâce à des méthodes de décaissement simplifiées, souples et rapides, afin de libérer les fonds nécessaires pour combler le déficit de financement de l'action climatique de l'Afrique.

Pour terminer, je voudrais rappeler ce que l'ONU et l'Union africaine, ainsi que la Conseillère spéciale Duarte, ont souligné à maintes reprises, à savoir le lien entre la paix et la sécurité, le développement, la gouvernance et le respect des droits de l'homme. Tel est le mantra des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. À cet égard, le débat d'aujourd'hui est intrinsèquement lié au débat de haut niveau organisé par le Conseil le 28 mars, sur la lutte contre le terrorisme (voir S/PV.9296). Le fléau du terrorisme international, des conflits et de l'instabilité en Afrique, qui est dû à des facteurs internes et externes, nuit aux perspectives de développement durable et compromet la possibilité de répondre aux besoins urgents des populations. Il faut également se pencher sur les récents changements anticonstitutionnels de gouvernement et la résurgence des coups d'État. L'Union africaine et ses communautés économiques régionales continuent de prendre des mesures pour renforcer la prévention des

conflits et la médiation, garantir la bonne gouvernance, renforcer les institutions démocratiques, accroître le rôle des femmes et autonomiser les jeunes aux niveaux sous-régional, national et communautaire.

Pour faire taire les armes, il faudra que les organismes sous-régionaux, les gouvernements et, surtout, les populations africaines et la société civile active s'approprient cette initiative. L'appui des partenaires et amis de l'Afrique est également nécessaire. L'ONU, par l'intermédiaire de cet organe, a déjà exprimé son appui à l'Initiative Faire taire les armes. Le soutien des partenaires multilatéraux et bilatéraux contribuera aussi grandement à faire taire les armes d'ici à 2030 et nous aidera à bâtir une Afrique pacifique, sûre, démocratique, participative, inclusive et prospère, l'Afrique que nous voulons, d'ici à 2063.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Chambas de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Manzoni.

**M. Manzoni** (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion d'informer le Conseil de sécurité des efforts fournis pour faire avancer l'Initiative Faire taire les armes. C'est un honneur de prendre la parole devant le Conseil aujourd'hui en ma qualité d'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Mozambique, poste que j'occupe depuis près de quatre ans, pendant lesquels j'ai accompagné l'ensemble du processus d'application de l'Accord de Maputo pour la paix et la réconciliation nationale conclu entre le Gouvernement mozambicain et la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO).

J'ai commencé à prendre part à ce processus en 2016 quand j'étais Ambassadeur de Suisse au Mozambique. Je faisais alors partie d'une petite équipe de médiation, qui s'est rendue à maintes reprises dans la brousse pour parler avec les deux parties, établissant une confiance et des relations qui tiennent jusqu'à ce jour. La médiation, la signature et l'application de l'Accord de Maputo ont suscité espoir et inspiration. Je pense que le succès de cet l'Accord s'explique par quatre raisons fondamentales : l'appropriation du processus par le pays dès le début, l'instauration de la confiance, la souplesse et la garantie d'un processus centré sur l'être humain tout au long de sa mise en œuvre. Je voudrais mettre l'accent sur ces éléments afin de montrer de quelle manière on peut réaliser des progrès, et examiner ce que nous pouvons en tirer comme enseignement en ce qui concerne la prévention et le règlement pacifique des conflits et les efforts de consolidation de la paix. Je tiens à souligner qu'il a également fallu relever de nombreux défis en collaboration

avec les principaux acteurs concernés, mais voici les raisons pour lesquelles cela a été possible.

Je commence par l'appropriation du processus par le pays. Quel que soit le contexte, ce sont les acteurs locaux et nationaux qui comprennent le mieux les nuances d'un conflit et qui doivent donc diriger et s'approprier leurs processus de paix. L'appropriation nationale peut agir comme un catalyseur de progrès, en favorisant une plus grande adhésion des parties prenantes et en produisant des résultats plus satisfaisants. Le rôle des acteurs internationaux est d'apporter un soutien. Dès le début, le Gouvernement mozambicain et la RENAMO ont gardé le contrôle et l'initiative de la mise en place de l'architecture nationale de paix, et les deux parties ont gagné en confiance grâce à la détermination dont les deux ont fait preuve et au respect qu'elles se portent mutuellement. Après l'échec des initiatives de paix précédentes, le Mozambique a cette fois-ci mis l'accent sur les efforts nationaux, et cela fonctionne. Bien entendu, pour que les acteurs nationaux s'approprient ce processus, il faut de la volonté politique. Dans le contexte mozambicain, les deux parties se sont toujours montrées à la hauteur de la situation et ont posé des actes de foi courageux, afin de privilégier la paix pour leur peuple. L'équipe principale de médiation a joué un rôle important de facilitateur, mais le Gouvernement a défendu la notion de solutions nationales aux problèmes nationaux en écoutant et en créant une culture du dialogue entre lui et la RENAMO.

Pour qu'un processus soit véritablement national, il doit mobiliser l'ensemble de la population. Comme nous l'avons entendu le 7 mars de la part de nombreux États Membres dans cette salle, lors de la manifestation phare organisée par le Mozambique sur la manière de faire avancer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité (voir S/PV.9276), l'exclusion des femmes des processus de paix voue ceux-ci à l'échec. L'appropriation nationale exige d'assurer la participation pleine, égale et véritable des femmes. Au Mozambique, le processus de paix intègre les femmes aux structures de négociation et de mise en œuvre. Il s'inspire des cadres nationaux et internationaux pertinents sur les femmes et la paix et la sécurité, en particulier la résolution 1325 (2000) et le plan d'action national du Mozambique.

Nous sommes tout à fait convaincus que le succès du processus de paix au Mozambique s'explique aussi par le renforcement de la confiance entre les parties. J'en veux pour preuve le fait qu'un mois seulement après la reprise des pourparlers entre les deux dirigeants, le Président Nyusi et le chef de la RENAMO de l'époque, Afonso Dhlakama, un cessez-le-feu a été annoncé. La confiance entre les parties a été renforcée par la mise

en œuvre d'accords partiels supplémentaires pendant les négociations. En effet, l'accord constitutionnel sur la décentralisation et le mémorandum d'accord sur les affaires militaires ont tous deux été signés avant l'accord de paix. Cette démarche progressive, fondée sur des mesures de confiance, adoptée s'agissant de la mise en œuvre a contribué à renforcer la confiance et a donné à chaque partie le sentiment d'avoir un objectif à atteindre et d'avoir réalisé quelque chose. Je me félicite de la confiance mutuelle qui s'est instaurée entre les parties et de la manière dont elle se traduit par la détermination exemplaire dont ont fait preuve les structures nationales de mise en œuvre pour travailler ensemble afin de concrétiser tous les aspects de l'accord.

Troisième raison, le succès du processus de paix au Mozambique s'explique également par sa souplesse. Ce processus a adopté une approche prospective et adaptative avec des investissements ciblés pour consolider la paix. Tous les obstacles rencontrés en cours de route ont été aplanis par un dialogue direct et ouvert entre les parties, ainsi que par une prise de décision et des mesures souples. Par exemple, bon nombre d'activités ont été interrompues par la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19). Toutefois, en l'espace d'un mois, le Président Nyusi et le chef de la RENAMO se sont rencontrés et ont tenu des consultations approfondies, facilitant ainsi la reprise en toute sécurité des activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) en juin 2020. Si l'on n'avait pas fait preuve de la souplesse nécessaire, la pandémie de COVID-19 aurait pu empêcher le Mozambique d'avancer sur la voie de la paix.

Nous sommes convaincus que l'adoption d'une approche souple et subtile quant aux échéances et aux activités était également essentielle pour que ce processus continue de refléter l'évolution des besoins des parties. La souplesse des donateurs et de la communauté internationale a également été indispensable. Les processus de paix sont des processus politiques. Dans tout processus politique, il existe bon nombre de variables, et il faut prévoir une marge de manœuvre pour les obstacles, les modifications de calendrier et les changements de direction.

Il importe de se rappeler régulièrement que les processus de paix sont menés dans l'intérêt des personnes. Maintenir une approche centrée sur l'humain tout au long du processus n'est pas seulement la chose appropriée à faire, c'est aussi la garantie des meilleures chances de succès. Au Mozambique, les personnes ont été placées au cœur du processus de DDR

en sensibilisant les bénéficiaires à toutes les étapes, en veillant à ce que les activités de désarmement et de démobilisation tiennent compte des questions de genre, et en donnant la priorité aux possibilités de réintégration qui tiennent compte des risques de conflit. Cela a eu une incidence directe sur l'avancement du processus, car les personnes concernées se sont senties écoutées et ont eu l'impression que leurs besoins étaient prioritaires. En associant tout le monde, nous donnons à la paix de meilleures chances de succès. Et donner la priorité aux personnes se traduit d'abord par des dividendes de la paix. Élément clef de l'initiative de paix, le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration a permis à plus de 4 800 bénéficiaires de s'installer dans les communautés de leur choix pour entamer leur réintégration, les membres de ces communautés accueillant ces femmes et ces hommes en leur sein.

Les progrès en matière de développement local inclusif sont déterminants pour l'enracinement de la paix dans les communautés. À cette fin, les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration doivent également s'inscrire dans une perspective à long terme, au lieu d'être considérés comme un processus technique et limité dans le temps. Le processus mozambicain s'attaque à des problèmes de longue date, tels que les pensions des personnes démobilisées, et met en place des stratégies innovantes pour encourager la participation d'un large éventail d'acteurs, y compris le secteur privé, afin d'assurer la durabilité à long terme de la paix.

Je voudrais saisir cette occasion pour saluer le courage et la sagesse dont fait preuve le Gouvernement dans la recherche d'une solution pragmatique au problème des pensions. La récente promulgation d'un décret accordant des pensions aux personnes démobilisées est historique, car elle résout non seulement les questions en suspens héritées du passé, mais elle investit aussi dans la durabilité du processus de paix actuel et constitue un exemple de réconciliation pour le reste du monde. L'inclusion des combattants démobilisés dans le système national des pensions est indispensable à la durabilité du processus de paix. Il s'agit également d'une étape importante pour la réconciliation nationale, en ce qu'elle procure aux bénéficiaires des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration un sentiment de dignité et de reconnaissance pour les services rendus à la suite de leur démobilisation. En outre, le processus de réconciliation s'inscrit dans une approche globale à long terme et vise à intégrer l'éducation à la paix dans le tissu social mozambicain. Chaque individu a un rôle à jouer dans la consolidation et la pérennisation de la paix.



L'adoption d'une démarche combinant l'appropriation nationale, la confiance, la flexibilité et une perspective axée sur l'être humain a suscité un engagement en faveur de la continuité, de la patience et du suivi, ce qui s'est traduit par une mise en œuvre soutenue de la part des parties, des exécutants, des bénéficiaires des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration, de la société mozambicaine, ainsi que de l'ensemble de la communauté internationale. Je pense que ce résultat a pu être obtenu dans le cas unique du Mozambique parce que les personnes qui ont pris part aux négociations sont aussi celles qui participent à la mise en œuvre. Cela permet d'assurer la continuité du processus et de faire fond sur des années de travail acharné, en renforçant la confiance entre les parties par la promotion et la facilitation d'un dialogue discret. Faire taire les armes et privilégier le dialogue : tels sont les principes qui guident désormais les Mozambicains, et qui sont essentiels à une paix durable.

Près de quatre ans après sa mise en œuvre, l'Accord de paix et de réconciliation de Maputo s'enracine de plus en plus profondément. Le processus de paix illustre l'engagement des dirigeants du pays en faveur du dialogue, seule voie durable vers la paix. Dans la province de Cabo Delgado, le Mozambique applique également un modèle de consolidation de la paix et de la sécurité qui s'appuie sur des solutions régionales et locales dynamiques, en cherchant à tirer parti des interventions interafricaines pour régler les problèmes qui se posent sur le continent. En exploitant l'immense potentiel offert par les organisations et les partenaires régionaux, le Mozambique a mis en place un cadre d'action concertée, dans lequel la coordination entre les acteurs impliqués dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix s'est révélée essentielle. Non seulement ces acteurs ont une bonne connaissance de la dynamique des conflits, mais ils sont aussi souvent directement touchés par des menaces de plus en plus transnationales.

Pour terminer, je tiens à souligner que le succès d'un processus de paix ne doit pas être mesuré à l'aune des difficultés auxquelles il se heurte ; il doit plutôt être évalué en fonction de la manière dont les personnes impliquées choisissent de surmonter ces difficultés. Bien qu'il n'existe pas de solution toute faite pour consolider la paix, je pense que nous avons collectivement mis en évidence certains éléments de base qui seront utiles et applicables à d'autres contextes.

Je félicite vivement le Président du Mozambique, M. Filipe Jacinto Nyusi, ainsi que les dirigeants ancien et actuel de la Résistance nationale mozambicaine, Afonso Dhlakama et Ossufo Momade, d'avoir cru en la

paix et d'avoir écouté les voix de millions de Mozambicaines et Mozambicains qui aspirent à la paix depuis si longtemps. Je reste profondément reconnaissant de l'appui continu que je reçois des deux parties, du Secrétaire général et de la communauté internationale. Ce soutien est déterminant. Je me réjouis de la poursuite du partenariat visant à accompagner les efforts que déploient les Mozambicaines et les Mozambicains pour construire un avenir meilleur et instaurer une paix durable.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Manzoni de son exposé.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Président de la République du Mozambique.

(*l'orateur poursuit en portugais ; interprétation en anglais assurée par la délégation*)

Je salue toutes les personnes qui nous honorent de leur présence aujourd'hui à l'occasion d'un nouveau débat sur la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique dans le cadre de l'initiative « Faire taire les armes en Afrique ».

Nous, les Africains, aspirons à la paix sur notre continent. Nous sommes conscients que pour avoir un continent en paix, il faut que les dirigeants africains croient en la possibilité d'un continent où les armes sont réduites au silence. Les dirigeants de nos nations ont une responsabilité supplémentaire, car ils ont l'obligation de prendre en considération toutes les sensibilités, ainsi que de mobiliser les moyens et les ressources nécessaires dont ils disposent pour accélérer la mise en œuvre de l'initiative et faire taire les armes une fois pour toutes.

Il nous faut pour cela, toutes et tous, œuvrer de concert pour que ce rêve millénaire devienne réalité au moyen d'actions concrètes. Un continent africain pacifique affichant une croissance constante est envisageable. Afin que cet objectif se concrétise, nous devons nous attaquer aux causes sous-jacentes aux sentiments d'injustice, d'inégalité sociale et d'exclusion qui ont alimenté les conflits au cours du processus de développement du continent. Nous devons cesser de suivre la voie de ceux qui cherchent à exploiter notre vulnérabilité, à nous diviser et à mettre aisément en œuvre des programmes destinés à piller nos ressources et nos richesses.

Comme l'a dit un diplomate africain, Kofi Annan, il ne peut y avoir de paix sans développement, de développement sans paix, ni de paix ou de développement sans droits humains. C'est cette triade – paix, développement et droits humains – qui sous-tend l'initiative Faire taire les armes d'ici 2030 de l'Union africaine.

C'est un objectif ambitieux que nous nous sommes fixé en tant qu'Africains dans notre quête pour inverser au plus vite la tendance à la prédominance des zones de tension dans les conflits armés, qui retardent la consolidation de nations politiquement stables, et pour apporter la prospérité économique à notre continent.

Je voudrais donc partager avec le Conseil l'expérience du Mozambique sur ce thème important, qui, selon nous, peut constituer l'une des approches de référence à prendre en considération dans le règlement de conflits armés sous d'autres latitudes, sur le continent et ailleurs. Au fil de ma déclaration, je répéterai donc les mots « faire taire », « dialogue » et « paix ».

Les Mozambicains sont conscients de l'importance de faire taire les armes, car ils ont connu des moments où le bruit des armes a semé la douleur au sein de nombreuses familles. Notre propre indépendance en 1975 n'a été possible qu'après 10 ans de lutte armée. Les armes se sont tues à l'issue de négociations qui ont abouti à la signature de l'Accord de Lusaka entre le Front de libération du Mozambique et l'État colonial portugais en 1974, alors que le régime colonial fasciste n'avait pas accepté le dialogue dès le départ.

Un an après la déclaration d'indépendance, en 1976, le Mozambique a subi une guerre d'agression dévastatrice, menée par les régimes racistes de Rhodésie et d'apartheid, qui a duré 16 ans. Les peuples d'Afrique du Sud et du Mozambique, en tant que voisins, ont alors vécu une période d'accusations et d'attaques armées. Bien que ces attaques étaient sporadiques, elles ont rendu impossibles la coexistence et le développement harmonieux d'économies hautement interdépendantes.

Le dialogue a mis fin à cette coexistence fragile entre les deux pays, et l'espoir a rempli les cœurs des deux peuples frères lorsque l'accord tant attendu connu sous le nom d'Accord de Nkomati a été signé par le Président Samora Moisés Machel et le Premier Ministre de l'Afrique du Sud, Pieter Botha. Une fois de plus, le dialogue a été la solution.

Au niveau national, le conflit armé s'est poursuivi sans relâche. Même à cette époque, il n'a été possible de faire taire les armes dans le contexte du conflit entre Mozambicains, qui a duré 16 ans et fait plus d'un million de morts, que grâce à un engagement en faveur du dialogue, qui a abouti à la signature à Rome en 1992 de l'Accord général de paix pour le Mozambique entre le Gouvernement et la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO). Ce n'est qu'ainsi que la paix a pu de nouveau éclairer le peuple mozambicain.

Étant donné que les deux parties signataires de l'Accord de paix de Rome n'étaient pas entièrement satisfaites du processus de mise en œuvre de l'accord, le pays a de nouveau connu des incidents armés, qui se sont intensifiés progressivement dans la région centrale, au point de perturber la circulation des personnes et des biens et d'entraver les investissements et une activité économique normale.

Depuis que je suis devenu Président de la République du Mozambique le 15 janvier 2015, nous avons fait de la question du maintien de la paix et de la réconciliation nationale notre principale priorité en matière de gouvernance, comme l'a expliqué l'Ambassadeur Mirko Manzonni. À cet égard, je vais me concentrer uniquement sur certains domaines en décrivant les mesures spécifiques que nous avons prises. Nous nous sommes engagés à persister tant qu'un frère continuerait à prendre les armes pour tuer un autre frère, quel que soit le prétexte.

C'est ainsi que j'ai entamé un dialogue direct avec le chef de la RENAMO, le regretté Afonso Dhla-kama – puisse-t-il reposer en paix – qui a abouti au consensus qui nous a conduits à l'Accord de Maputo pour la paix et la réconciliation au Mozambique en août 2019, également connu sous le nom d'Accord de Maputo.

Notre participation au processus de dialogue avec la RENAMO en vue de mettre fin aux tensions politiques et militaires nous a permis de constater qu'il fallait appliquer certains aspects clefs des accords antérieurs pour aller de l'avant en ce qui concerne la décentralisation, d'une part, et les aspects militaires, d'autre part. En dépit de l'Accord de paix de Rome, les tensions ont persisté.

Lors des réunions que j'ai tenues avec le chef de la RENAMO, la première chose que j'ai faite a été de lui demander de me dire quel problème nous devrions aborder à son avis, et de dire que je ferais la même chose, afin que nous ne perdions pas de temps en détails inutiles. Il a choisi la décentralisation et j'ai choisi les affaires militaires. Pourquoi ai-je fait cela ? Parce qu'aucun parti politique ne devrait siéger au Parlement avec des armes et des fusils. C'est ainsi que nous avons débuté notre discussion.

Sur la base d'un accord politique, nous avons présenté un projet de loi à l'Assemblée nationale afin d'amender la Constitution nationale en 2018. Nous avons adopté un nouveau modèle de décentralisation, en vertu duquel les gouverneurs des 10 provinces du pays sont désormais élus démocratiquement. C'est arrivé pour la première fois en 2019. Pourquoi ? Parce que la RENAMO disait avoir gagné les élections dans certaines provinces,

alors que l'autre parti, le parti au pouvoir, était victorieux dans d'autres provinces. Mais, dans l'ensemble, c'est le Front de libération du Mozambique qui a raflé la mise. L'accord conclu stipule donc que c'est le parti qui gagne dans une province qui doit gouverner cette province. Cette décentralisation a ainsi permis de régler le problème soulevé par la RENAMO.

Le deuxième volet de l'Accord de Maputo était le volet militaire, qui prévoyait un processus de désarmement, démobilisation et réintégration. Cela a un rapport direct avec la volonté de faire taire les armes. C'était le problème qui me tenait à cœur. Désarmons la RENAMO. Démobilisons et réintégrons. À cet égard, j'ai demandé une petite chose. Je voulais que les soldats de la RENAMO occupent des postes de commandement et de direction au sein des forces de défense mozambicaines. Je l'ai accepté, mais il n'a pas été possible de faire un partage moitié-moitié parce que tous les membres des forces armées ne sont pas affiliés à des partis. Les individus concernés ont été nommés à des postes de direction au sein des forces de défense. Cet accord a permis de fermer 15 des 16 bases de la RENAMO, et il ne reste qu'une seule. Nous la fermerons. C'est pourquoi nous avons lancé le processus de paiement des pensions.

Le Mozambique est fier d'avoir mené un processus visant à faire taire les armes en ayant recours à l'arme silencieuse qu'est le dialogue. Je l'ai dit hier (voir S/PV.9296). Notre modèle n'est peut-être pas parfait. Nous rencontrons peut-être des difficultés, mais lorsqu'on fait confiance au dialogue, il est possible de réussir.

Néanmoins, nous sommes conscients que pour faire taire les armes, il faut une vision à long terme pour le développement du pays, qui implique de promouvoir la justice sociale d'une manière durable et inclusive, ce qui permet de garantir le bien-être de l'ensemble de la population. C'est pourquoi, dans le contexte du processus de paix mené par le Mozambique, nous devons tenir compte du fait que cela pourrait prendre beaucoup de temps. Cela a été dit ici, et nous sommes d'accord là-dessus. Nous venons d'adopter un décret sur le paiement des pensions, qui prendra effet immédiatement.

Toutefois, il convient de noter que le processus de paix en cours et la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation de Maputo de 2019 sont sans équivalent car ce processus se base sur une approche novatrice. Elle encourage la tolérance et souligne l'importance de l'appropriation nationale. Dans le cadre de ce processus, nous avons parfois fait appel à des médiateurs, dont la présence s'est prolongée sans que le dialogue

n'avance. Nous avons donc dû proposer d'arrêter ces efforts et d'instaurer un dialogue direct. Comme on l'a dit, j'ai parlé avec Afonso Dhlakama au téléphone parce qu'il se cachait dans la brousse. En parallèle, je suis allé personnellement dans la brousse pendant le conflit armé. J'ai débarqué un beau jour. J'ai marché et j'ai tendu la main. Heureusement, ce fut une rencontre historique avec le commandant car, pour commencer, pourquoi devrions-nous nous battre ? Si nous pouvions nous rencontrer, cela signifiait que nous pouvions parler et régler nos problèmes.

Un autre élément important est le fait que les interlocuteurs dans ce dialogue – moi-même et le chef de la RENAMO – avons opté pour une supervision directe. Lorsque quelque chose se produit, nous devons donc demander directement ce qui s'est passé et ce qui n'a pas marché. Ce processus se poursuit avec le nouveau chef de la RENAMO, M. Ossufo Momade.

Comme cela a été dit précédemment, la plupart des accords formels et informels ont été mis en œuvre avant la signature de l'Accord de Maputo. Hier, lors de notre réunion avec la Commission de consolidation de la paix, j'ai parlé aux membres d'une époque où nous voulions passer Noël sans guerre. J'ai simplement décroché mon téléphone et j'ai demandé : « Pourquoi n'arrêtez-vous pas de tuer des gens pour qu'ils puissent passer les fêtes de Noël et du Nouvel An ensemble ? » Et c'est ce qui s'est passé. Il n'y a pas eu d'accord formel, nous avons uniquement parlé au téléphone sans qu'aucun de nous ne sache où nous nous trouvions. Mais la confiance avait été instaurée lors de nos rencontres. Cette confiance s'est construite également en parlant non seulement de la guerre, mais aussi de nos enfants et du passé au Mozambique. Je suis persuadé que lorsque les gens cessent d'être égoïstes et cherchent à trouver une solution dans l'intérêt de la majorité de la population, tout est possible.

Une autre approche critique, mais fructueuse, a consisté à essayer de rester discret sur les principales questions discutées par les parties participant au dialogue jusqu'à ce qu'un consensus soit atteint, afin d'éviter de créer des problèmes. Cependant, les gens avaient besoin de savoir ; les femmes avaient besoin de savoir, car elles sont souvent cheffes de famille et elles sont la source d'information de beaucoup de personnes. Mais la décision de rendre ces informations publiques devait être prise avec une certaine unanimité. Nous ne pouvions pas dire ce que nous voulions. Nous avons donc dû nous mettre d'accord sur ce qu'il fallait dire, en

prenant en considération les différentes sensibilités. Ne pas communiquer avec les femmes et les jeunes et ne pas les impliquer peut être fatal, car ils sont les bénéficiaires de la paix. La paix exige l'inclusion et la participation des jeunes, car ils constituent la majorité.

Outre l'expérience que nous voulions partager avec le Conseil, nous voulions également parler du fait que le Mozambique vit actuellement des moments difficiles, en raison des effets négatifs des changements climatiques. Mais il s'agit là d'un autre débat, car c'est aussi une cause de troubles. Dans le présent débat sur l'initiative Faire taire les armes, je voudrais me concentrer sur la destruction et la mort résultant d'actes terroristes. En ce qui concerne le dernier sujet lié au terrorisme que je souhaite aborder, il ne sera pas possible de faire taire les armes tant que l'extrémisme violent prévaudra sur notre continent et à travers le monde. Sur le terrain, à Cabo Delgado, les opérations de combat se poursuivent, avec la participation directe des forces armées de défense et de sécurité mozambicaines, soutenues par les forces de défense rwandaises, la mission de la force en attente de la Communauté de développement de l'Afrique australe au Mozambique, ainsi qu'indirectement grâce à l'appui de nombreux pays et organisations représentés ici aujourd'hui, tels que l'Union africaine, l'ONU, l'Union européenne et plusieurs pays, dont certains préfèrent ne pas être remerciés ou mentionnés, car ils estiment qu'ils ne font que s'acquitter de leur devoir. Nous continuons de persévérer et de rechercher des moyens complémentaires d'accélérer le processus visant à faire taire les armes, dont l'utilisation est motivée par le terrorisme et l'extrémisme violent.

Ces solutions complémentaires cherchent à enrichir les esprits et à garantir la stabilité sociale en créant des possibilités de développement du capital humain. Le Programme des Nations Unies pour le développement a donné un exemple de cette approche sur le terrain. C'est particulièrement important pour les jeunes, et nous recourons à des programmes de formation à l'emploi indépendant, à la promotion d'activités génératrices de revenus et à des ensembles de mesures d'incitation économique, autant d'éléments qui contribueront grandement à faire taire les armes. Il s'agit également de mettre en place des programmes innovants pour que les communautés dans leur ensemble participent aux projets en cours dans leurs régions et en bénéficient, ainsi que des avantages découlant du processus de paix. Nous entendons promouvoir et consolider une culture de paix dans laquelle personne n'est laissé de côté et où les différends sont réglés par le dialogue, y compris le

dialogue diplomatique. Nous devons nous engager dans la diplomatie de la paix, qui est extrêmement importante, et renoncer à la force des armes. Chaque pays a connu une expérience où les armes n'ont pas permis de régler les problèmes. Ce qui permet de régler les problèmes, c'est la compréhension mutuelle.

Je termine en soulignant que la République du Mozambique comprend que le lien qui existe entre le développement international, la sécurité et l'harmonie entre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 justifie la nécessité d'une convergence permanente au sein de l'approche multilatérale. Si nous parvenons à atteindre les objectifs de l'initiative Faire taire les armes en Afrique, nous contribuerons à la réalisation de l'objectif de développement durable 16, qui vise à,

« promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous ».

Je remercie tous les participants et toutes les participantes de leur attention, même si nous avons répété beaucoup de choses qui ont déjà été dites. Nous sommes persuadés que d'autres orateurs et oratrices enrichiront encore notre débat déjà long.

*(l'orateur reprend en anglais)*

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole aux autres membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Bicalho Cozendey** (Brésil) *(parle en anglais)* : Nous nous félicitons vivement de prendre la parole devant le Conseil de sécurité à l'occasion de l'une des dernières séances présidées par le Mozambique ce mois-ci. Je tiens à rendre hommage au travail remarquable effectué par l'Ambassadeur Pedro Comissário Afonso et son équipe. Je remercie également les intervenants, M<sup>me</sup> Duarte, M. Ibn Chambas et M. Manzoni, des informations et des évaluations qu'ils ont fournies.

Lorsque le Conseil s'est réuni pour débattre de l'initiative Faire taire les armes, il y a un peu plus de deux ans (voir S/PV.9106), un optimisme prudent prévalait. Malgré les difficultés qui subsistaient alors, des accords de paix d'envergure avaient été conclus au Soudan du Sud et en Éthiopie. La situation dans la Corne de l'Afrique s'améliorait et d'importants processus électoraux venaient



de s'achever. Aujourd'hui, les perspectives sont un peu plus sombres. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et le conflit en Europe ont perturbé les flux commerciaux et entraîné une hausse du prix des céréales et d'autres produits de base, ce qui a eu pour effet d'accroître l'insécurité alimentaire et d'abaisser le niveau de vie. Il faut continuer de prêter attention à la situation au Sahel, théâtre de ruptures de l'ordre constitutionnel et d'avancées des groupes militants vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Dans l'est de la République démocratique du Congo, la réapparition du Mouvement du 23 mars, un groupe armé illégal, a contribué à la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire déjà dramatique dans la région. Il convient toutefois de souligner les signes positifs d'une détermination renouvelée, de la part des Gouvernements et des sociétés en Afrique, à instaurer une paix et une sécurité durables sur le continent.

Tout d'abord, je pense à l'engagement continu de l'Union africaine en faveur de l'initiative Faire taire les armes, qui vient d'être confirmé par la création du Mécanisme de suivi et d'évaluation et par la nomination de M. Ibn Chambas en tant que Haut-Représentant pour l'initiative. Les efforts que les pays de la région des Grands Lacs et de l'Afrique centrale ont consacrés aux entreprises diplomatiques visant à régler le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo sont également encourageants.

Non seulement les pays africains ont fait preuve de la détermination requise pour promouvoir la recherche de solutions politiques et diplomatiques aux conflits sur le continent, ils ont aussi uni leurs forces pour prendre des mesures appropriées sur le terrain lorsque cela s'avérerait nécessaire. La Force multinationale mixte chargée de lutter contre le terrorisme dans le bassin du lac Tchad et la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel sont des exemples importants de solutions africaines apportées à des problèmes africains. La force régionale déployée par la Communauté d'Afrique de l'Est dans l'est de la République démocratique du Congo peut être un outil supplémentaire pour instaurer la stabilité dans cette région. Il est indispensable que la communauté internationale fournisse une aide suffisante pour que ces efforts soient couronnés de succès. Cet appui doit être accordé dans le strict respect de la Charte des Nations Unies et du droit international et dans le plein respect du principe de non-ingérence dans les affaires des États souverains.

La promesse de « Faire taire les armes » n'est qu'un élément de cette vision ambitieuse de l'avenir de l'Afrique, telle qu'exposée dans la Déclaration solennelle adoptée en 2013 à l'occasion du cinquantième anniversaire du panafricanisme. Le Brésil est fier d'avoir

participé à ce processus au plus haut niveau et d'avoir été le témoin d'une démonstration aussi inspirante de la solidarité africaine. Cette vision, dont les contours ont été tracés dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine, est celle d'une Afrique prospère, fondée sur une croissance inclusive et un développement durable dans une Afrique pacifique et sûre. En effet, une Afrique prospère, intégrée et unie, ancrée dans la bonne gouvernance, la démocratie, l'inclusion sociale et le respect des droits humains, de la justice et de l'état de droit, est une condition préalable essentielle à l'édification d'un continent exempt de conflits. C'est l'essence même de notre débat d'aujourd'hui. La sécurité et le développement sont en effet étroitement liés et se renforcent mutuellement.

Qu'elle soit multilatérale ou bilatérale et qu'elle réponde à des considérations humanitaires ou relatives au développement, l'aide publique au développement est importante, mais reste en définitive une solution provisoire. Ce dont les pays en développement, en particulier ceux d'Afrique, ont besoin, c'est d'une architecture économique, financière et commerciale mondiale qui leur permette de réaliser leur potentiel. À cet égard, la Commission de consolidation de la paix est particulièrement bien placée pour mobiliser, en termes de financement comme de savoir-faire, l'attention et l'appui de la communauté internationale en faveur des priorités de consolidation de la paix définies au niveau national. Dans le même temps, la coopération technique, notamment la coopération Sud-Sud, joue un rôle clef dans le renforcement des capacités. L'expérience accumulée par la Commission s'agissant de promouvoir l'appropriation nationale, l'inclusion et le renforcement des institutions fournit également des directives utiles pour orienter les sociétés en quête de prospérité et de sécurité.

Le Brésil contribue activement à la sécurité et au développement de l'Afrique, que ce soit moyennant des projets de coopération technique Sud-Sud, la participation à des opérations de maintien de la paix ou l'implication dans la lutte contre la piraterie dans le golfe de Guinée, pour ne citer que quelques initiatives. En tant que pays en développement uni à l'Afrique par des liens historiques et culturels étroits, le Brésil est prêt à aider le continent à concrétiser sa vision d'un avenir prospère où les armes ne pourront plus se faire entendre.

**M<sup>me</sup> Zeya** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Président Nyusi de présider l'important débat d'aujourd'hui et à le féliciter pour la réussite de la présidence mozambicaine du Conseil de sécurité en cours. Je tiens en outre à remercier tous les intervenants de leurs exposés instructifs.

Comme l'ont souligné aujourd'hui les intervenants, nous devons renoncer aux solutions consistant à maintenir le statu quo si nous voulons faire taire les armes sur le continent africain. Si rien n'est fait, des conflits meurtriers diviseront les sociétés africaines, la corruption entravera le progrès économique, la mauvaise gestion conduira au gaspillage des ressources naturelles, l'insécurité alimentaire augmentera le risque de famine et de malnutrition, les inégalités réduiront à néant les avancées socioéconomiques et la répression portera atteinte à l'exercice des droits humains et des libertés fondamentales. Les communautés du Sahel et de la Corne de l'Afrique sont particulièrement touchées par ces problèmes, qui requièrent une approche globale. C'est pourquoi la stratégie des États-Unis relative à l'Afrique subsaharienne nous invite à tirer parti de toutes nos capacités diplomatiques, de développement et de défense, à resserrer nos liens commerciaux, à nous concentrer sur les écosystèmes numériques et à opérer un rééquilibrage en faveur des centres urbains dans le but de concrétiser une nouvelle vision de la manière dont les Africains peuvent façonner l'avenir de l'Afrique et du monde.

Comme l'a clairement indiqué la Vice-Présidente Harris lors de sa visite au Ghana cette semaine, les États-Unis sont déterminés à investir dans l'ingéniosité et la créativité des populations africaines afin de stimuler une croissance économique forte et d'ouvrir des perspectives en Afrique et au-delà. À cette fin, la Vice-Présidente a annoncé cette semaine que les États-Unis investiraient plus d'un milliard de dollars dans des initiatives axées sur l'autonomisation économique des Africaines. Le développement économique n'est cependant pas à lui seul la clef de voûte de la paix et de la stabilité. Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, les sociétés prospèrent davantage lorsqu'une démocratie solide va de pair avec le développement. Le Président Biden a déclaré à plusieurs reprises que nous nous trouvions à un moment charnière en ce qui concerne l'avenir de la démocratie, qui a essuyé de sérieux revers dans de nombreuses régions d'Afrique, puisque sept passations de pouvoir non démocratiques ont eu lieu au cours des deux dernières années en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. En parallèle, les évolutions observées ces dernières années au Nigéria, au Kenya, en Zambie, au Malawi et en Gambie ont montré que la démocratie pouvait encore triompher par la voie des urnes.

Les événements survenus en 2022 ont mis en évidence ce que nous savions déjà, à savoir que la gouvernance démocratique, fondée sur l'état de droit, le principe de responsabilité et le respect des droits

humains, reste le meilleur outil dont nous disposons pour libérer le potentiel humain, maintenir la paix et la sécurité internationales, favoriser la prospérité et défendre la dignité humaine. Les États-Unis sont résolus à atteindre tous les objectifs de développement durable, et je constate avec une satisfaction particulière que la présente discussion s'articule autour de l'objectif n° 16 relatif à la paix, à la justice et à la mise en place d'institutions efficaces.

Comme indiqué dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le développement durable, qui concilie les préoccupations socioéconomiques et environnementales, doit progresser parallèlement aux autres piliers de la Charte des Nations Unies, qui sont interdépendants et tout aussi importants les uns que les autres, à savoir la paix et la sécurité, les droits humains et l'état de droit. Ces principes démocratiques, ainsi que ceux énoncés dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine et l'initiative Faire taire les armes, offrent une vision positive de la paix, du développement et de la sécurité durables en Afrique. Nous sommes également conscients du rôle crucial que jouent les embargos sur les armes décrétés par l'ONU dans la promotion du programme Faire taire les armes et la limitation des flux d'armes vers les zones de conflit.

Comme le souligne notre stratégie de sécurité nationale, la gouvernance démocratique est toujours plus efficace que l'autoritarisme pour ce qui est de protéger la dignité humaine, de bâtir des sociétés plus prospères et plus résilientes, de forger des partenariats économiques et en matière de sécurité plus solides et plus fiables, et d'encourager la paix et la stabilité. C'est pourquoi nous sommes fiers d'organiser aujourd'hui le deuxième Sommet pour la démocratie aux côtés des dirigeants du Costa Rica, des Pays-Bas, de la République de Corée et de la Zambie. Ce groupe diversifié de coorganisateur traduit bien la demande mondiale d'une gouvernance responsable, transparente et respectueuse des droits, ainsi que l'attachement à l'action collective.

L'action collective au niveau mondial ne peut toutefois pas donner de résultats si elle ne s'accompagne pas de mesures d'autonomisation au niveau local. Je l'ai constaté à maintes reprises au cours de mes voyages, notamment lors des visites que j'ai effectuées au Mozambique l'année dernière et en Gambie, en Mauritanie et au Sénégal au début du mois. De l'Afrique australe à l'Afrique de l'Ouest, les dirigeants locaux et les représentants de la société civile m'ont fait remarquer qu'ils devaient impérativement pouvoir concevoir eux-mêmes leurs programmes, élaborer des solutions et

bénéficier de ressources et d'un soutien au renforcement de leurs capacités en vue d'ancrer la paix et la sécurité dans leur pays. Conformément à l'objectif de développement durable n° 16, nous sommes favorables à ce que l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions.

Les membres de la société civile, y compris les chefs et les acteurs religieux et traditionnels, sont des partenaires essentiels pour contribuer à faire que les sociétés se caractérisent par une plus grande ouverture et jouissent de davantage de sécurité, de liberté et de prospérité. En tant que membres actifs de leur communauté, les acteurs de la société civile ont des idées à faire valoir sur les meilleurs moyens de promouvoir la paix et la stabilité et forment le rempart le plus solide contre les forces déstabilisatrices, et nous devons favoriser leur robustesse et leur résilience. En fin de compte, nous estimons que la meilleure stratégie pour sauver des vies, bâtir une stabilité durable et rompre le cycle de la violence consiste à empêcher les conflits avant qu'ils ne se produisent. Par l'intermédiaire de la nouvelle stratégie décennale des États-Unis en matière de prévention des conflits et de promotion de la stabilité, nous travaillons activement avec nos partenaires pour que divers points de vue concourent à la prise de décisions concernant la paix et la sécurité, et que des voix locales et des solutions gérées localement et ancrées dans la confiance mutuelle et le principe de responsabilité soient au premier plan lorsqu'il s'agit de développer une résilience inclusive. La stratégie vise à renforcer la sécurité des civils à long terme, particulièrement au Mozambique et dans les États côtiers de l'Afrique de l'Ouest, qui ont en commun d'être confrontés à des menaces extrémistes croissantes à leurs frontières.

Je salue le Président Nyusi pour sa direction des efforts déployés afin de réduire les vulnérabilités face au terrorisme, de favoriser le relèvement après qu'il a frappé et de remédier aux causes profondes de l'instabilité dans le nord du Mozambique. Nous sommes fiers de soutenir les projets du pays qui consistent à promouvoir la réconciliation, un développement inclusif et durable et la résilience dans des zones historiquement marginalisées et en proie à des conflits, ainsi que les initiatives de la société civile et du secteur privé pour trouver des moyens d'assurer une croissance économique inclusive afin d'améliorer l'emploi chez les jeunes Mozambicains.

Il me plaît de signaler que la semaine dernière, le 24 mars, nous avons transmis au Congrès des États-Unis notre plan décennal de mise en œuvre de la stratégie des États-Unis en matière de prévention des

conflits et de promotion de la stabilité. Nous lançons la phase suivante de cette initiative inédite en vue de relancer notre approche de la prévention des conflits et d'aider un ensemble de pays partenaires à progresser vers un avenir plus pacifique et plus résilient. Chaque plan adapte notre approche commune aux difficultés et possibilités propres au contexte local et régional. Nous continuerons de mettre en exergue et d'amplifier les voix et solutions locales pour prévenir les conflits et promouvoir la stabilité. Nous sommes conscients que d'un pays à l'autre le contexte est inévitablement différent, et ces plans s'adapteront et évolueront selon que de besoin.

Comme le Président Biden l'a souligné, dans notre monde interconnecté, l'instabilité où que ce soit peut avoir des répercussions mondiales. Les États-Unis sont résolus à renforcer la résilience mondiale et le renouvellement démocratique et à promouvoir des nations ouvertes, pacifiques, inclusives et autonomes qui deviennent des partenaires forts, en matière d'économie et de sécurité, et capables de relever les défis communs. Nous sommes impatients de travailler ensemble pour atteindre ces objectifs partagés.

**M. Al Nahyan** (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je tiens à saluer le Mozambique pour la réussite de sa présidence du Conseil de sécurité. Nous nous félicitons de l'occasion d'échanger des vues sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique. Le cheminement historique du Mozambique vers la paix et le progrès est une source d'inspiration pour nous tous. Je tiens également à remercier les intervenants de leurs déclarations perspicaces de ce jour.

Ces dernières années, le Conseil s'est penché plusieurs fois sur le programme Faire taire les armes, et il est clairement nécessaire aujourd'hui de faire le point. L'idée qui veut que les troubles d'une région ne se propagent pas à une autre est une illusion. Non seulement il est dans notre intérêt collectif d'œuvrer au succès de l'initiative, mais nous avons également l'impératif moral de favoriser la paix en vertu du droit international de toutes les manières que nous pouvons. La quête de la paix ne se limite pas aux seuls gouvernements africains. Des séances comme celle-ci nous donnent la possibilité d'apprendre les uns des autres. À ce titre, je voudrais m'arrêter sur trois points.

Premièrement, nous devons exploiter pleinement la panoplie de moyens dont le continent dispose pour le règlement des conflits et la consolidation de la paix. Au cours des deux dernières décennies, l'Union africaine et les organisations sous-régionales ont élaboré des boîtes

à outils pour le règlement des conflits qui sont axées sur les points de vue africains. La récente initiative diplomatique menée par l'Union africaine en Éthiopie fait partie de ces démarches louables, tout comme le déploiement du Groupe des Sages et de FemWise-Africa. On ne saurait trop insister sur le rôle de la communauté internationale dans cette entreprise. Bien que chaque conflit soit unique, le Conseil a la responsabilité d'encourager les efforts de médiation africains et de les mettre à profit dans la mesure du possible. Il peut s'y employer par des voies très concrètes en collaborant plus systématiquement avec les médiateurs régionaux et sous-régionaux, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, et en donnant aux efforts de paix le temps et l'espace voulus pour porter leurs fruits.

Deuxièmement, faire taire les armes ne s'arrête pas au règlement des conflits. L'initiative exige que l'on se concentre sur les causes profondes, que l'on soit déterminé à combattre les idéologies extrêmes et que l'on consolide constamment les avancées obtenues en termes de développement. Les objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 de l'Union africaine sont des cadres directeurs. Ils fixent des objectifs qui visent à éclairer et compléter les priorités nationales. Au bout du compte, ils donnent aux gouvernements et aux individus les moyens de poser les bases de sociétés plus prospères et plus pacifiques qui incluent les femmes et les filles. Lorsque les femmes prennent une part active à l'économie, nous le savons, elles sont plus résilientes à la violence et à d'autres menaces. En approfondissant les partenariats entre les organisations régionales et les dirigeantes locales, il est possible de promouvoir leurs rôles dans le règlement des conflits et la consolidation de la paix. Par ailleurs, au-delà des efforts locaux et nationaux, la communauté internationale peut aider de différentes manières, notamment en veillant à ce que les programmes de développement atténuent ces vulnérabilités économiques et climatiques et en encourageant les initiatives locales de consolidation de la paix.

Enfin troisièmement, nous devons garder une longueur d'avance sur les menaces naissantes, dont la complexité va croissant. La montée de l'extrémisme et le détournement du progrès technologique sont deux menaces distinctes, dont la convergence amplifie les défis lancés à la paix et à la sécurité. Les menaces complexes demandent des réponses elles aussi complexes, nécessitant des niveaux d'investissement qui dépassent souvent largement les moyens disponibles. L'anticipation et la coordination entre les États, soutenus par la communauté internationale, sont cruciales. J'en

donnerai un exemple : l'investissement étranger direct à destination des pays africains a atteint le montant record de 83 milliards de dollars en 2021 ; pourtant, cela ne représente que 5,2 % de l'investissement étranger direct mondial. Nous ne pouvons pas espérer la paix si nous n'investissons pas dedans. Développement durable et consolidation de la paix vont de pair. Il est beaucoup plus rentable d'appuyer ces efforts que de payer le prix de l'instabilité et des conflits.

Faire taire les armes reste l'une des meilleures et des plus complètes incarnations des vues africaines sur la consolidation et la pérennisation de la paix. Le programme démontre que les perspectives et pratiques locales et régionales sont un facteur d'efficacité primordial dans la prévention et le règlement des conflits. Or, il est du devoir de la communauté internationale d'accompagner les pays, populations et citoyens d'Afrique sur le chemin de la paix et de la prospérité.

**M. Liu Yuxi (Chine)** (*parle en chinois*) : Je tiens à remercier le Mozambique d'avoir convoqué l'important débat public de jour, et à vous remercier, Monsieur le Président Filipe Nyusi, de le présider en personne. Je remercie également de leurs exposés M<sup>me</sup> Cristina Duarte, Conseillère spéciale du Secrétaire général pour l'Afrique, M. Mirko Manzoni, Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Mozambique, et M. Mohamed Ibn Chambas, Haut-Représentant de l'Union africaine pour l'initiative Faire taire les armes.

L'Afrique est un continent en plein essor, une terre d'espoir, débordant de vigueur et de vitalité. Les pays et les peuples africains explorent activement des voies de développement adaptées à leur situation nationale, relèvent efficacement de nombreux défis politiques, économiques et sociaux, maintiennent la paix régionale et promeuvent le développement durable. Le continent africain est une force importante dans le monde d'aujourd'hui. S'il n'y a pas de paix et de développement en Afrique, il n'y aura pas de stabilité et de prospérité dans le monde.

Dans le contexte actuel, le Conseil de sécurité doit examiner sérieusement les moyens de renforcer la coordination internationale pour mieux aider l'Afrique à relever les défis auxquels elle est confrontée, de créer des synergies entre les politiques de développement pour s'attaquer aux causes profondes des conflits, et de renforcer la coopération entre l'ONU et l'Afrique afin de lui apporter un appui plus solide.

Premièrement, il importe de soutenir le rôle de premier plan que joue l'Afrique dans ses propres affaires de paix et de sécurité. Ce sont les Africains qui connaissent le mieux l'Afrique, et les pays africains sont



les principaux acteurs du maintien de leur paix et de leur sécurité. La communauté internationale doit adhérer au principe selon lequel il convient de rechercher des solutions africaines aux problèmes africains et de fournir une assistance sur la base du respect et de la confiance, plutôt que de s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays au nom des droits humains, voire d'outrepasser son autorité.

En ce qui concerne les pays sortant d'un conflit, nous devons les aider à choisir les voies de développement et les modèles de gouvernance qui correspondent à leur situation nationale, plutôt que de les critiquer aveuglément et de leur jeter la pierre, et encore moins de s'engager dans les processus dits de transformation démocratique.

Deuxièmement, il est essentiel de soutenir le renforcement des capacités des pays africains en matière de sécurité. C'est le seul moyen de s'attaquer à la fois aux symptômes et aux causes profondes des conflits en Afrique. Nous devons aider les pays africains à mettre en place un secteur de la sécurité professionnel, efficace et solide pour qu'ils puissent faire face aux menaces réelles qui pèsent sur la sécurité, telles que l'extrémisme, le terrorisme et les conflits intercommunautaires.

En août dernier, la Chine a négocié l'adoption d'une déclaration du Président du Conseil de sécurité (S/PRST/2022/6), appelant à soutenir le renforcement des capacités de sécurité dans les pays africains de manière globale et ciblée, en recourant à des mesures adaptées à la situation de chaque pays. Cette déclaration du Président constitue une orientation politique importante pour la coopération avec l'Afrique en matière de sécurité.

Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique doivent respecter les points de vue des pays hôtes et soutenir leurs efforts pour renforcer le développement et mener à bien la réforme du secteur de la sécurité.

Les embargos sur les armes imposés par le Conseil de sécurité au Soudan, au Soudan du Sud et à d'autres pays ont entravé le développement de leurs capacités de sécurité et devraient donc être ajustés ou levés en temps utile.

Troisièmement, il faut aider l'Afrique à parvenir au développement durable. Le développement et la sécurité sont interdépendants et se renforcent mutuellement. Le Président Xi Jinping a proposé l'Initiative pour le développement mondial, qui met l'accent sur la nécessité de donner la priorité à la coopération au service du

développement dans le cadre de la coordination macropolitique au niveau mondial, de résoudre les problèmes et défis en matière de gouvernance nationale grâce au développement, et de forger une communauté d'avenir partagé pour le développement mondial.

La coopération de la communauté internationale avec l'Afrique doit s'articuler autour de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des initiatives telles que Faire taire les armes pour aider l'Afrique à faire progresser le développement des infrastructures, à accélérer l'industrialisation, à lutter contre les épidémies, à éliminer la pauvreté, à stimuler l'emploi et à accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La cause profonde des problèmes de développement de l'Afrique est le caractère inéquitable de l'ordre économique international. Les pays développés doivent assumer les responsabilités qui leur incombent, honorer leurs engagements en matière d'aide au développement et régler leurs dettes historiques envers l'Afrique.

Quatrièmement, il est important de soutenir les efforts déployés par l'Afrique pour promouvoir son unité en vue de se renforcer. L'année dernière a marqué le vingtième anniversaire de la création de l'Union africaine. Au cours des 20 dernières années, l'Union africaine a brandi la bannière de l'unité en vue de son renforcement, de la solidarité et de la coopération, s'est engagée à explorer une voie de développement adaptée à l'Afrique et s'est exprimée d'une seule voix dans les affaires internationales. Ces efforts ont permis de préserver efficacement la paix, la sécurité, la stabilité et le développement sur le continent. Les opérations de maintien de la paix menées par l'Union africaine sont une pratique utile permettant aux Africains de rechercher des solutions africaines aux problèmes africains, et doivent bénéficier d'un appui financier souple, prévisible et durable.

La Chine soutient fermement la participation active de l'Afrique au Groupe des Vingt, et au groupe Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, connu sous le nom de groupe BRICS, et à d'autres mécanismes, ainsi qu'un rôle plus important de l'Afrique dans la gouvernance mondiale et les affaires internationales.

La Chine a toujours soutenu l'Afrique, contre vents et marées. Nous accorderons toujours la priorité à l'Afrique dans notre diplomatie et nous ferons de la paix et de la sécurité du continent une priorité absolue dans nos travaux au sein du Conseil de sécurité. La Chine et l'Afrique ont lancé conjointement une initiative de partenariat pour le développement de l'Afrique, promu conjointement le

concept de perspectives de paix et de développement dans la Corne de l'Afrique, mis en œuvre conjointement les neuf programmes de coopération sino-africaine et construit ensemble une communauté sino-africaine de haut niveau d'avenir partagé. Nous sommes prêts à collaborer avec la communauté internationale pour défendre une vision de sécurité commune, globale, coopérative et durable, aider l'Afrique à faire taire les armes, protéger cette source d'espoir pour le monde et construire une communauté d'avenir partagé pour l'humanité.

**M. Biang** (Gabon) : Je tiens à féliciter le Mozambique pour l'initiative de cet important débat sur l'effet des politiques de développement sur la mise en œuvre de l'initiative de l'Union africaine Faire taire les armes. L'expérience remarquable du Mozambique, partagée par S. E. le Président Filipe Nyusi, ainsi que les exposés que nous avons entendus ce matin de la part de la Conseillère spéciale Cristina Duarte, du Haut-Représentant Mohamed Ibn Chambas et de l'Envoyé personnel Mirko Manzonei sont particulièrement édifiants sur l'ampleur des engagements à prendre et des responsabilités à assumer.

Lorsqu'en 2013, l'Union africaine a lancé l'initiative Faire taire les armes en Afrique, le tableau des crises et conflits sur le continent était saisissant : le Sahel était en ébullition, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud, dans la Corne de l'Afrique, connaissaient des crises majeures, et les Grands Lacs étaient un foyer chronique d'instabilité. Dix ans après le lancement de cette initiative, qui est adossée à l'Architecture africaine de paix et de sécurité, il apparaît manifeste que l'Union africaine joue plus que jamais un rôle crucial dans la prévention et la résolution des crises sur le continent, et fait preuve de hardiesse dans sa capacité à apporter des perspectives africaines en matière de paix et de sécurité.

L'Union africaine a été au centre des accords de paix au Soudan. L'Union africaine a été au centre de la recherche d'une solution à la crise en Éthiopie, de la restauration de l'État en Somalie, et elle continue d'accompagner le processus de réconciliation en Libye et contribue très largement à apporter des solutions concrètes au Sahel. Toutefois, en dépit de ces progrès, les conflits et les crises persistent en Afrique et impactent le quotidien des populations africaines. L'extrémisme violent, le terrorisme, la prolifération des armes légères et de petit calibre et l'intrusion des groupes armés, représentent une réelle menace à la paix et à la sécurité en Afrique.

La plupart de ces crises sont en partie motivées par la pauvreté, les inégalités, l'exclusion sociale, et

elles sont alimentées par la prédation des ressources naturelles. La montée des conflits et leurs relations avec les crises socioéconomiques rend donc indispensable une réflexion approfondie sur le lien entre sécurité et développement, qui constituent deux faces d'une même pièce, que dis-je, deux piliers de la prévention et de la résolution des conflits et de la consolidation de la paix.

Le développement joue en effet un rôle crucial dans nos efforts pour promouvoir la paix en Afrique. La mise en œuvre de l'initiative Faire taire les armes et les actions à engager doivent donc s'inscrire dans cette perspective. Nous avons des évidences du coût substantiel de l'absence de développement sur le cycle de violence et la résurgence des conflits. La pauvreté et le manque de perspectives pour les jeunes sont des facteurs de risques de conflit ou de résurgence de conflit. La pauvreté et le manque de perspectives pour les jeunes sont des facteurs de risque de conflit ou de résurgence de conflit. Les jeunes deviennent ainsi les proies des groupes armés et terroristes, qui contribuent fortement, par leurs activités, à faire résonner les armes. Aussi, pour renforcer les conditions propices à la mise en œuvre de l'initiative « Faire taire les armes », les questions sécuritaires doivent être traitées en parfaite corrélation avec les politiques de développement.

Les États fragiles et ceux en situation post-conflit, qui sont très souvent dans l'incapacité de remplir leurs fonctions régaliennes, sont les plus exposés aux conflits. Pour consolider l'efficacité de nos actions en faveur de la paix et renforcer la résilience de ces pays fragiles, il nous faut systématiquement associer aux nombreuses initiatives de prévention et de résolution des crises la réalisation de projets de développement à impact rapide, et il nous faut veiller à l'implication des institutions financières internationales et à la mobilisation du secteur privé. Dans la Corne de l'Afrique et dans la région du Sahel, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international doivent pouvoir soutenir la reconstruction, les projets de réhabilitation des infrastructures et la restauration des services de base. Ne pas soutenir ces pays fragilisés, notamment par le terrorisme, c'est ignorer la menace à l'égard de la paix et de la sécurité internationales. Nous restons persuadés que l'on peut réduire le risque d'amplifier les conflits par l'élaboration de projets de développement fiables et contribuer aux efforts de prévention et de consolidation par le biais d'investissements économiques adéquats.

Nous ne pouvons traiter de l'impact des politiques de développement dans la mise en œuvre de l'initiative Faire taire les armes sans souligner les pesanteurs qui minent le développement en Afrique et, par conséquent,

qui attisent les crises. Les flux financiers illicites constituent un facteur majeur qui entrave le développement de l'Afrique en drainant les devises, en réduisant les ressources intérieures et en aggravant la pauvreté et les inégalités. La perte annuelle d'un peu plus de 88 milliards de dollars en raison des flux financiers illicites, en particulier, impacte considérablement le développement des États. Dans ce contexte, lutter contre ces fléaux est un impératif qui permettra d'endiguer les conflits et de faire taire les armes. L'adoption de la Déclaration dite de Yaoundé, encourageant les États à coopérer sur la fiscalité et les flux financiers illicites, montre tout l'intérêt que les pays africains portent à cette question.

Pour conclure, je voudrais insister sur la nécessité de mettre en place des politiques de développement qui soient en adéquation avec les besoins spécifiques des États africains, et surtout, des populations. Ce n'est que dans un tel contexte que le développement pourrait impacter de manière efficace la mise en œuvre de l'initiative « Faire taire les armes ». Il s'agit là d'une approche centrée sur l'humain, qui donne aux populations les outils nécessaires au renforcement de leurs capacités de résilience.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous saluons le fait que Président Nyusi participe la personnellement à la présente séance du Conseil de sécurité. Nous remercions les intervenants et intervenantes de nous avoir fait part de leurs vues. La Russie sait gré à la présidence mozambicaine du Conseil du choix du thème de cette séance. Nous avons souligné à maintes reprises l'importance de tenir compte des répercussions de l'ensemble des questions socioéconomiques sur la paix et la sécurité. Nous souscrivons à l'analyse présentée dans la note de cadrage (voir S/2023/148/Rev.1) établie pour la présente séance, selon laquelle les causes de nombre de conflits actuels en Afrique trouvent leur origine dans le passé du continent, marqué par le colonialisme, l'esclavage et le pillage des ressources naturelles. Malheureusement, les processus de décolonisation des années 60 n'ont pas toujours permis aux nouveaux États indépendants d'obtenir une véritable souveraineté économique et politique. L'oppression directe a laissé place à des formes plus subtiles de néocolonialisme, qui contribuent encore aujourd'hui à enraceriner le sous-développement économique, la pauvreté et l'instabilité politique dans les pays africains. De nombreux États africains subissent les effets néfastes des restrictions et des sanctions unilatérales depuis des décennies. Ces problèmes peuvent provoquer de nouveaux conflits et exacerber ceux qui existent déjà.

Pour parvenir à une paix durable, il est indispensable de comprendre les causes profondes des conflits, chacun ayant une origine et des particularités qui lui sont propres. Pour régler ces conflits, il faut adopter une approche globale, qui doit aller au-delà du processus politique pour inclure également des mesures dans le domaine du développement. L'objectif final de ces efforts, c'est de donner aux États la possibilité de garantir le bien-être, la sûreté et la sécurité de leurs citoyens par leurs propres moyens. Cependant, nous sommes très prudents quant à l'établissement d'un lien direct entre la pérennisation, la consolidation et le maintien de la paix, d'une part, et le développement durable et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, d'autre part. Bien entendu, il existe un lien, mais il n'est pas toujours direct. Il est essentiel de souligner que la paix en tant que telle n'est pas une garantie de développement, et vice versa. En outre, nous sommes préoccupés par la tendance croissante consistant à relier certains éléments du développement durable à la sécurité, par exemple le climat, les ressources en eau, etc. Cela détourne l'attention de l'aide au développement en tant que telle et diminue l'importance de cet objectif au sein du système des Nations Unies.

De nombreux pays d'Afrique, qu'ils aient vécu un conflit ou non, ont besoin d'être appuyés par le transfert de technologies et de compétences spécialisées, le développement des industries et de l'agriculture, la reconstruction des infrastructures, la création d'emplois et le renforcement des systèmes de santé et de protection sociale. Les efforts dans le domaine du développement doivent encourager la cohésion sociale et garantir une répartition équitable des bienfaits du progrès économique. Nous partons du principe que la fourniture d'une assistance matérielle et technique aux États africains est une obligation morale pour les pays développés, dont beaucoup doivent leur bien-être aux ressources qui ont été détournées du continent africain. Cela étant, les pays développés ne respectent toujours pas les obligations qu'ils ont contractées il y a un demi-siècle, en vertu desquelles l'aide publique au développement devait être portée à 0,7 % de leur produit intérieur brut (PIB). En 2021, elle ne représentait que 0,33 % de leur PIB, ce qui signifie pour les pays en développement un manque à gagner d'au moins 200 milliards de dollars d'aide non remboursable par an.

Dans le même temps, nous devons insister sur le fait que l'appui de la communauté internationale ne doit être fourni qu'avec le consentement du gouvernement hôte, conformément à ses priorités et dans le respect de la

souveraineté nationale. Il est inadmissible que les donateurs conditionnent l'aide à des exigences politiques et la lient à la situation des droits de l'homme ou à d'autres facteurs arbitraires. Nous pensons que c'est le règlement politique du conflit et la stabilisation des conditions de sécurité, ainsi que la transition vers un développement durable, qui forment le socle de l'amélioration de la situation des droits de l'homme et de la mise en place d'institutions démocratiques dans un pays, et non l'inverse.

Bien entendu, il incombe au premier chef aux États africains de prévenir les conflits et de surmonter leurs conséquences. Au cours des dernières décennies, l'Afrique a beaucoup progressé dans la mise en place d'une architecture régionale de paix et de sécurité. Dans les circonstances difficiles d'aujourd'hui, compte tenu du tumulte politique et économique mondial, les pays africains prennent des mesures plus dynamiques pour trouver des solutions régionales aux problèmes émergents et s'efforcent de mener une politique étrangère et intérieure indépendante et souveraine. Nous nous félicitons du rôle croissant de l'Union africaine et des organisations sous-régionales dans la prévention et la médiation des différends et des conflits. L'adoption du Plan directeur de l'Union africaine sur les mesures concrètes à prendre pour faire taire les armes en Afrique d'ici à 2020, initiative phare de l'Union africaine qui a été prolongée jusqu'en 2030, a constitué une évolution capitale. Dans ce contexte, nous pensons qu'il est normal que les États africains soulèvent la question de la fourniture d'une assistance matérielle et financière de la part de l'ONU pour appuyer leurs efforts dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Il est de notoriété publique qu'à l'époque, l'Union soviétique a apporté une aide immense aux pays africains dans leur lutte contre le colonialisme, le racisme et l'apartheid ; les a aidés à obtenir et à préserver leur souveraineté et les a toujours aidés à créer leurs États ; et a contribué à renforcer leurs capacités de défense, à créer les bases de leurs économies nationales et à former le capital humain. Grâce à l'aide soviétique, l'Afrique a pu mettre en place des industries, créer des secteurs économiques entiers, construire des infrastructures critiques et instaurer des prestations sociales, ce qui a constitué une fondation solide pour la stabilité et le développement pacifique dans de nombreux pays.

La Russie continue d'apporter son appui pour assurer la paix et la sécurité en Afrique, en aidant les États africains à développer leurs capacités à contenir les crises. L'un des domaines dans lesquels nous coopérons est la création de forces armées et de forces de l'ordre efficaces, notamment pour lutter contre la menace

terroriste. Les académies du Ministère de la défense et du Ministère de l'intérieur de la Russie accueillent des militaires originaires de dizaines d'États africains. Nous avons accordé la priorité à la question du transfert de technologie et de compétences sans condition préalable, ainsi qu'au développement du tissu industriel et des infrastructures essentielles sur le continent.

La Russie participe à des projets dans le domaine de l'industrialisation, de la numérisation et de l'agriculture. Nous continuons de fournir une assistance dans le domaine de la production d'électricité, qui ne couvre pour l'instant que 25 % des besoins du continent. Aujourd'hui, nous fournissons de nouvelles technologies écologiques, avant tout dans le domaine de l'énergie nucléaire. La Russie redouble également d'efforts pour offrir des bourses d'État permettant aux étudiants africains de suivre gratuitement des études dans les domaines de la médecine, de l'enseignement, des technologies de pointe, des transports et d'autres secteurs civils spécialisés. De plus, nous nouons des partenariats dans des domaines aussi essentiels que les soins de santé et la sécurité biologique et épidémiologique.

La Russie fournit aussi une assistance aux pays africains par l'intermédiaire de divers organismes des Nations Unies tels que le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Notre pays contribue également à alléger le fardeau de la dette en Afrique. À ce jour, dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, plus de 20 milliards de dollars du solde principal de la dette ont été annulés.

Le développement futur de notre coopération sera abordé au deuxième sommet Russie-Afrique, qui se tiendra du 26 au 29 juillet à Saint-Petersbourg. Ses mots d'ordre sont en accord avec le thème de la séance d'aujourd'hui : « pour la paix, la sécurité et le développement ». Nos efforts conjoints concernant l'initiative phare de l'Union africaine qui a pour but de mettre un terme à tous les conflits armés sur le continent d'ici à 2030 sont inclus dans le projet de plan d'action sur la coopération entre la Fédération de Russie et l'Union africaine pour la période 2023-2025, qui devrait être adopté à ce sommet. Nous espérons que les documents qui en seront issus contribueront à une normalisation globale sur le continent africain.

**M. Ishikane** (Japon) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui. Je remercie également les intervenants de leurs exposés.



Les politiques de développement jouent un rôle extrêmement important dans la mise en œuvre de la campagne « Faire taire les armes », et nous félicitons le Mozambique d'avoir organisé un débat public sur cette question. C'est dans cet esprit que je souhaite insister sur trois points que le Japon considère comme essentiels pour le sujet d'aujourd'hui.

Premièrement, il est indispensable de remédier aux causes profondes des conflits et du terrorisme pour garantir la stabilité régionale. La vulnérabilité des institutions étatiques et locales est l'une des causes fondamentales des conflits et du terrorisme. Il faut empêcher que se mette en place un environnement où les jeunes sont attirés par l'extrémisme. Fort de ce constat, le Japon encourage le développement des institutions et le renforcement de la gouvernance, notamment des systèmes législatif, administratif et judiciaire. La consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance dans le cadre de l'état de droit est essentielle pour la paix et la stabilité, car elle favorise un développement durable en Afrique. À cet égard, une participation publique large, inclusive et démocratique, y compris des femmes et des jeunes, à la gouvernance nationale et locale, est essentielle.

Deuxièmement, des approches aux niveaux sous-régional, national, local et communautaire sont nécessaires, tout comme l'approche de sécurité humaine. Nous ne saurions trop insister sur le rôle important que jouent l'Union africaine et d'autres groupes sous-régionaux africains. À cet égard, nous souhaitons souligner la nécessité de renforcer l'autonomie et la résilience des communautés, car c'est l'un des meilleurs moyens de remédier aux causes profondes.

La collaboration entre les communautés et les gouvernements centraux et locaux, basée sur la confiance mutuelle, est également nécessaire. C'est sur la base de cette idée que le Japon, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, la Tunisie et d'autres partenaires internationaux, a organisé une conférence en juillet dernier à Tunis pour partager de bons exemples de modèles d'organisation de la police axée sur la communauté avec les responsables du secteur de la sécurité de 17 pays africains. De plus, nous soulignons la nécessité de protéger les personnes déplacées de force, y compris les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, en aidant les communautés locales à trouver des solutions durables.

Cela m'amène à mon troisième point : l'importance critique de l'appropriation africaine des partenariats

internationaux. Comme l'a déclaré le Premier Ministre japonais, M. Kishida, l'année dernière à l'occasion de la huitième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, le Japon aspire à être un partenaire qui grandit avec l'Afrique. Il contribuera à la réalisation de l'Afrique résiliente que l'Afrique elle-même cherche à devenir.

À cet égard, la réalisation du développement économique et la lutte contre les inégalités sont d'une importance capitale. Nous sommes fiers d'être des partenaires cohérents de l'Afrique et d'œuvrer à une coopération de qualité, adaptée, durable et transparente, basée sur l'adaptation à chaque pays et à chaque région. Cette coopération couvre de vastes domaines, tels que la santé, l'éducation, l'agriculture, le renforcement des capacités, les changements climatiques, les infrastructures physiques et institutionnelles, entre autres. Nous soutenons également les efforts de l'Afrique en matière de prévention des conflits et de maintien de la paix. Nous contribuons au renforcement des capacités du personnel de maintien de la paix en étroite collaboration avec l'ONU. Le Japon soutient également le Fonds pour la paix, de l'Union africaine, dans le but de former des ressources humaines au sein de cette institution, des communautés économiques régionales et de certains pays d'Afrique.

Par ailleurs, les consultations entre le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine sont importantes pour relever les défis communs en matière de sécurité. Nous apprécions également le travail de la Commission de consolidation de la paix, qui joue un rôle sans équivalent de conseil, de liaison et de mobilisation en matière de consolidation de la paix.

Enfin les trois points suivants, remédier aux causes profondes, approches déployées aux niveaux sous-régional, national, local et communautaire, et appropriation par l'Afrique conjuguant à des partenariats internationaux, constituent la base de la politique du Japon en faveur de la paix et de la stabilité en Afrique. La stabilité est une condition préalable pour que l'Afrique puisse libérer le potentiel de sa population, et elle est indispensable pour le développement de l'Afrique. Nous sommes pleinement disposés à collaborer avec l'Afrique pour atteindre cet objectif, pour que les armes se taisent enfin.

**M<sup>me</sup> Gatt** (Malte) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé cet important débat. Je remercie également la Conseillère

spéciale du Secrétaire général pour l'Afrique, le Haut Représentant de l'Union africaine pour l'Initiative Faire taire les armes et l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Mozambique de leurs exposés instructifs.

Malte reconnaît pleinement la valeur intrinsèque des considérations socioéconomiques en matière de promotion de la cohésion sociale, de la paix et de la stabilité à long terme. Il est essentiel de réaffirmer régulièrement ce message dans la salle du Conseil de sécurité, où nous cherchons chaque jour à trouver des solutions aux causes profondes des conflits et de la violence.

Malte réaffirme que le développement, la paix et la sécurité et le respect des droits humains sont liés et se renforcent mutuellement. Il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable. Il est possible de mettre en œuvre un processus politique global fondé sur le respect de l'état de droit, des principes démocratiques et de la bonne gouvernance lorsque toutes les parties prenantes coopèrent.

Aujourd'hui, je mettrai l'accent sur trois messages clefs qui peuvent contribuer à la réalisation du programme « Faire taire les armes ». Premièrement, la priorité accordée à l'éducation et à l'alphabétisation des enfants en tant que piliers pour mettre fin à la discrimination, à la radicalisation, à la violence et aux conflits ; deuxièmement, le soutien indispensable au programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité et son lien indissociable avec l'initiative Faire taire les armes ; et troisièmement, le caractère central de l'égalité des sexes pour garantir une participation inclusive, un développement équitable et une gouvernance politique, tel qu'énoncé dans le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Premièrement, dans son préambule, la Déclaration des droits de l'enfant dispose que « l'humanité se doit de donner à l'enfant le meilleur d'elle-même ». Nous devons placer cet objectif au cœur de nos priorités au Conseil et créer les conditions nécessaires pour permettre aux aspirations de nos enfants de mûrir. Lorsque les écoles sont prises pour cible pendant un conflit armé, le droit des enfants à l'éducation est violé. Malte demeure profondément attachée à la protection et à la promotion de l'éducation et de l'alphabétisation au profit de tous les enfants. Cela doit être la pierre angulaire de nos efforts pour bâtir des sociétés plus résilientes, plus inclusives et plus durables.

Deuxièmement, l'Afrique est un jeune continent. Les jeunes femmes et les jeunes hommes, en tant qu'acteurs du changement, doivent être encouragés à contribuer aux processus de paix et de prise de décisions.

Le mois dernier, lors d'une séance organisée sous notre présidence (voir S/PV.9258), nous avons entendu l'appel passionné lancé par une Camerounaise de 18 ans en faveur de l'élimination des obstacles à la participation des jeunes, et cela nous incite à faire davantage pour nos jeunes. En veillant à ce que les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration tiennent compte des questions liées tant à l'âge qu'au genre, et à ce qu'ils proposent un soutien physique et psychosocial complet, il est possible d'offrir aux jeunes d'autres options que la violence. Malte appuie le travail important mené par la Commission de consolidation de la paix pour faire aussi progresser le programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité.

Troisièmement, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes sont indispensables à une paix durable, en particulier dans les situations de conflit ou consécutives à un conflit. Les chefs religieux et coutumiers en Afrique continuent de jouer un rôle important dans la promotion du leadership des femmes au sein de leurs communautés. En sensibilisant ces communautés, ils préviennent les violences sexuelles et fondées sur le genre, luttent contre l'impunité pour ces crimes et soutiennent les victimes.

Les politiques de développement doivent être conçues de manière à promouvoir une approche à l'échelle de la communauté pour remédier aux causes profondes des conflits. Il est évident que le climat, les conflits et l'insécurité alimentaire liée aux conflits ont exacerbé la vulnérabilité d'un certain nombre de pays d'Afrique et les ont rendus moins résilients face aux chocs actuels et futurs. Cette situation a elle-même pour effet d'accroître leurs besoins humanitaires globaux et d'entraver les progrès, en particulier les principaux objectifs liés aux objectifs de développement durable. Lorsque les investissements durables sont favorisés, des communautés entières peuvent être libérées du fléau de la pauvreté financière et réintégrées dans les processus de prise de décisions.

Le Fonds pour la consolidation de la paix en est un exemple. Les contributions nationales que nous avons faites à ce fonds au fil des ans reposent sur notre conviction que la consolidation de la paix fait partie intégrante de notre projet multilatéral. Nous sommes fermement convaincus que, si nous y contribuons tous, nous pouvons obtenir, et nous obtiendrons, des résultats importants. Nous soulignons aussi le soutien considérable apporté par l'Union européenne dans le cadre de l'initiative Global Gateway, qui prévoit l'investissement d'au moins 150 milliards d'euros dans des secteurs tels que les transports, l'éducation, la santé et l'énergie d'ici à 2027.

Les systèmes d'alerte rapide, ainsi que la médiation, le règlement des conflits et la reconstruction et le relèvement après un conflit, sont des outils indispensables pour obtenir des résultats durables dans de nombreux contextes. Nous saluons le travail accompli par l'Union africaine à cet égard.

Pour terminer, la concrétisation de l'initiative Faire taire les armes nécessite l'engagement et la coopération de toutes les parties prenantes en Afrique, avec l'appui de la communauté internationale. Lorsque les gouvernements, les organisations régionales, les partenaires internationaux, la société civile et le secteur privé œuvrent de concert, cela nous rapproche un peu plus d'une Afrique pacifique et prospère pour tous.

**M. Montalvo Sosa** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je tiens tout d'abord à remercier les intervenants de leurs précieux exposés ce matin.

Le présent débat est fondamental pour le Conseil de sécurité et le système des Nations Unies dans son ensemble. Il nous incite à partir du principe que les défis actuels à la paix ne peuvent être surmontés que par la coopération internationale et un multilatéralisme revitalisé, axé sur l'investissement dans le capital humain comme principal facteur de la prévention et du règlement des conflits.

C'est pour cette raison, loin d'être négligeable, que l'Équateur se félicite de la convocation de la présente séance, qui vient compléter le débat de haut niveau tenu il y a deux jours sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organismes régionaux et sous-régionaux dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent (voir S/PV.9296).

L'Équateur salue la détermination de l'Union africaine à réaliser son objectif de faire taire les armes en Afrique, ainsi qu'à élaborer son plan directeur, qui définit des mesures concrètes pour débarrasser le continent des conflits et créer des conditions propices à sa croissance, à son développement et à son intégration. La communauté internationale doit accompagner cette ambition, en respectant le principe consacré de l'appropriation nationale et en adhérant au contexte de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, comme cela a été discuté lors de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, qui s'est tenue en Éthiopie les 18 et 19 février.

Une approche globale et orientée vers l'action facilite la consolidation de la paix. Nous sommes témoins des efforts considérables déployés par les pays d'Afrique

en situation de conflit pour en venir à bout, pour laisser derrière eux les séquelles d'une histoire tragique et pour avancer vers cette vision commune d'un avenir prospère et pacifique. Dans ce contexte, nous nous félicitons de la conclusion d'accords de paix et de processus électoraux, ce qui permet d'orienter les efforts vers la définition des priorités et la mise en place des institutions nécessaires pour parvenir au développement et à une paix durable.

Afin de concrétiser ces efforts ambitieux, il y a lieu de s'attaquer à des facteurs tels que le trafic d'armes légères et de petit calibre. Le soutien de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, dans le cadre de son programme mondial sur les armes à feu, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et d'autres organisations sous-régionales est essentiel dans ce domaine. Le rôle des opérations de maintien de la paix, et d'autres entités mandatées par le Conseil, dans la lutte contre le transfert illicite, l'accumulation déstabilisante et le détournement d'armes légères et de petit calibre, conformément aux dispositions de la résolution 2220 (2015), est tout aussi important.

L'inégalité, l'exclusion et la marginalisation aggravent les crises humanitaires, tandis que les violations des droits humains et les atteintes à ces droits sapent le tissu social, ce qui alimente les cycles de la violence. La criminalité organisée joue un rôle déstabilisateur qui transcende les frontières. C'est pourquoi nous estimons que la lutte contre ce fléau doit inclure des efforts ciblés dans les zones frontalières.

La désinformation, qui constitue un terreau fertile pour le recrutement au service du terrorisme et de l'extrémisme violent, dont les liens transnationaux se nourrissent du trafic d'armes, d'explosifs, de drogues et de ressources naturelles, doit être combattue au moyen d'une communication stratégique qui cible les secteurs et les zones les plus susceptibles d'être la proie de ces fléaux.

Aujourd'hui, nous devons aussi rappeler les effets différenciés de la violence armée et du trafic d'armes à feu sur les femmes et les filles. Nous encourageons à redoubler d'efforts pour lutter contre les violences sexuelles et fondées sur le genre. Nous réaffirmons en outre le rôle que joue la participation politique des femmes dans la prévention des crises et des conflits, ainsi que leur rôle indispensable dans la conclusion d'accords de paix durables.

De même, les jeunes sont des acteurs clefs des efforts en faveur de l'adaptabilité, de l'inclusion et de la promotion de l'identité nationale, ce qui fait du programme relatif aux jeunes et à la paix et la sécurité un outil idéal pour appuyer la promotion de la cohésion sociale.

La présence et le renforcement des institutions étatiques doivent procurer un sentiment d'appartenance. Le respect, ainsi que la promotion de la diversité et de la tolérance ethnique et religieuse, doivent être encouragés dans les salles de classe. L'éducation, en plus d'être un instrument au service du développement, est un vecteur du civisme et de la fierté nationale nécessaires à la paix.

Enfin, je voudrais souligner le fait que, lors d'une réunion de la Commission de consolidation de la paix hier matin et au travers de son témoignage livré aujourd'hui, le Président Nyusi nous a présenté le modèle de réussite qu'a été le processus de construction de la paix au Mozambique. Cet exemple devrait inciter les pays en situation de conflit ou d'après-conflit à se tourner vers l'organe consultatif qu'est la Commission et à tirer parti de son rôle de catalyseur, qui favorise une action synergique du système des Nations Unies et peut mobiliser le soutien des institutions financières régionales et internationales.

**M. Kariuki** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé ce débat opportun. Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, le rôle de chef de file que joue le Président Nyusi dans la mise en œuvre de l'Accord de Maputo pour la paix et la réconciliation au Mozambique offre de nombreux enseignements utiles pour faire taire les armes sur l'ensemble du continent africain. Je remercie tous les intervenants de leurs présentations.

Le coût humain et financier des conflits est intenable. Bien géré, le développement est la meilleure forme de prévention. La paix, la sécurité et le développement durables ne peuvent être garantis qu'en apportant des solutions intégrées qui font appel à l'ensemble des compétences de l'ONU et de l'Union africaine en matière de développement. Cela signifie également qu'il faut veiller à ce que les pays aient accès à suffisamment de ressources pour le financement du développement afin de pouvoir prendre des mesures. Et comme l'a dit le Président Nyusi, le développement et la sécurité doivent être fondés sur le respect et la défense des droits humains. Je voudrais formuler trois observations supplémentaires.

Premièrement, le Royaume-Uni a établi des partenariats à long terme et mutuellement bénéfiques avec des pays africains afin de promouvoir le développement économique. Dans ce contexte, le Premier Ministre accueillera le Sommet Royaume-Uni-Afrique sur l'investissement à Londres en avril 2024. Le Sommet vise à promouvoir le commerce et l'investissement dans

les deux sens avec les pays africains afin de créer des emplois et de la croissance. Il a pour objectif d'appuyer les initiatives destinées à encourager le commerce intra-africain et l'autonomisation économique des femmes. Nous savons que la croissance économique et la stabilité contribuent à la paix et à la sécurité à long terme.

Deuxièmement, le Royaume-Uni appuie fermement le renforcement au sein de l'ONU de la collaboration en matière de développement, de paix et de sécurité. Outre l'action que mène le Conseil de sécurité en faveur de la paix et de la sécurité, cela signifie qu'il faut prendre des mesures complémentaires et qui se renforcent mutuellement en matière de consolidation de la paix et de développement. La discussion qui a eu lieu hier au sein de la Commission de consolidation de la paix concernant l'expérience récente du Mozambique en est un bon exemple. Les causes profondes des conflits et de la violence doivent être traitées sur la base d'une analyse holistique et du recours à des solutions intégrées.

Troisièmement, le Royaume-Uni continue de prôner le renforcement des partenariats entre l'ONU, l'Union africaine, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et les autres partenaires régionaux. Nous travaillons en étroite collaboration avec l'Union africaine sur des priorités communes telles que le renforcement des systèmes de santé et l'atténuation des effets des changements climatiques. Le Royaume-Uni est fier de soutenir le Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation, qui est un outil continental important pour contribuer à prévenir et à gérer les conflits.

Enfin, le Royaume-Uni restera un partenaire engagé en vue de faire progresser le développement, la paix et la sécurité sur l'ensemble du continent africain, notamment en apportant son appui à la mise en œuvre de l'initiative Faire taire les armes en Afrique.

**M. Agyeman** (Ghana) (*parle en anglais*) : Je tiens à commencer par remercier le Mozambique d'avoir organisé cet important débat. Il est bien compris et largement reconnu qu'en l'absence de paix, les initiatives de développement durable sont bloquées. Ce que l'on comprend moins bien, c'est l'impact des politiques de développement sur la paix, et cela se traduit par un soutien insuffisant aux efforts menés pour faire en sorte que les politiques de développement ne nuisent pas à la paix, mais aient plutôt une incidence positive sur celle-ci. Nous nous félicitons donc des exposés éclairants faits par la Conseillère spéciale Cristina Duarte, le Haut-Représentant de l'Union africaine pour l'initiative Faire



taire les armes, Mohamed Ibn Chambas, et le l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Mozambique, Mirko Manzioni. Nous estimons que les riches contributions des intervenants au présent débat aideront le Conseil à mieux fédérer les vues de ses membres et à identifier de nouveaux moyens par lesquels l'action croisée qu'il mène avec d'autres organes et instances pourrait concourir à la réalisation de l'ambition de l'Afrique, à savoir pacifier le continent d'ici à 2030, conformément à sa volonté de faire taire les armes.

L'Afrique que nous connaissons est un continent prometteur, une promesse dont la concrétisation est malheureusement contrariée par la réalité d'intérêts internationaux concurrents, de politiques mondiales bien intentionnées mais nuisibles, d'actions éparses et de capacités nationales réduites. Ce sont ces influences et d'autres qui empêchent l'Afrique de mobiliser les ressources dont elle est dotée, sa jeunesse bouillonnante, son vaste marché de 1,3 milliard de personnes et son économie d'une valeur totale de 3 500 milliards de dollars afin de faire taire le bruit des armes et de permettre aux enfants africains de recevoir une éducation complète, à sa prospérité d'être développée et partagée avec ses habitants et à la paix et à la stabilité d'être garanties par les gouvernements. Le fait est que les capacités des États africains sont une condition nécessaire à la paix. Et les politiques du passé et celles suivies aujourd'hui qui ont nui au continent ne peuvent être passées sous silence si nous voulons être en accord avec nous-mêmes.

L'Afrique subit encore aujourd'hui les conséquences d'ajustements mondiaux défavorables dans les sphères monétaire et financière, ainsi que dans le domaine commercial et dans d'autres domaines. On ne peut pas dire qu'une région dont 33 des 54 pays membres sont classés parmi les pays moins avancés ait tiré un bénéfice équitable de sa participation au système international, même si l'on admet que tous les facteurs de cette situation sont nationaux. Aujourd'hui, les politiques monétaires des principaux marchés touchent de manière disproportionnée les petites économies en faisant augmenter les taux d'intérêt, en dépréciant les devises, en augmentant le coût de la vie et en réduisant la capacité budgétaire à absorber les chocs. Ces conséquences exacerbent les fragilités et réduisent les capacités des États. Conscients de la situation complexe et difficile de l'Afrique sur les plans politique, sécuritaire et socioéconomique, nous nous félicitons que l'Union africaine ait prolongé jusqu'en 2030 la période de mise en œuvre de l'initiative Faire taire les armes

et de la Feuille de route principale de l'Union africaine sur les mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique, et nous prenons acte de ce que la résolution 2457 (2019) demeure pertinente.

Tout en reconnaissant les progrès modérés accomplis depuis l'adoption de l'initiative il y a 10 ans, nous constatons que sa mise en œuvre continue à se heurter à des difficultés. C'est dans ce contexte que le Ghana souhaite mettre l'accent sur trois questions qui pourraient, à son sens, contribuer aux efforts déployés pour faire taire les armes en Afrique au-delà des domaines plus traditionnels abordés dans la Feuille de route principale, que nous appuyons pleinement.

Premièrement, pour faire taire les armes, il sera important d'élargir les politiques de développement qui contribuent aux efforts que déploie le continent en vue d'éliminer les causes profondes des conflits, notamment les inégalités économiques et sociales qui déstabilisent plusieurs pays. Il s'agit notamment d'aider les États à honorer le contrat social passé avec leurs citoyens, le cas échéant, moyennant la reconstruction des institutions nationales, le renforcement de la présence de l'État sur l'ensemble du territoire national et la fourniture des services sociaux de base à toutes les couches de la population, en particulier les groupes défavorisés et pauvres, qui peuvent le moins se permettre d'avoir recours à des services de base privatisés. Il s'agit là également d'un objectif politique nécessaire pour protéger les populations vulnérables de la radicalisation infectieuse des groupes extrémistes et terroristes. Et nous considérons que le système des Nations Unies pour le développement, ainsi que les institutions financières internationales, peuvent jouer un rôle important en soutenant les efforts des pays africains.

Deuxièmement, l'Afrique est un continent jeune qui ne pourra récolter les dividendes de sa jeunesse que si ses enfants et ses jeunes sont correctement éduqués et mobilisés en faveur de l'innovation bénéfique et de la création de valeur. Un tel programme porteur de transformations axé sur l'humain est une entreprise coûteuse que la plupart des gouvernements considèrent comme représentant un risque politique trop important à prendre durant des cycles électoraux courts. Nous appelons donc au renforcement et à la pérennisation de l'appui international pour favoriser le développement générationnel qu'apporte le pouvoir de l'éducation. Nous saluons les engagements pris par les dirigeants en septembre 2022 afin de transformer l'éducation des enfants du monde, dont une grande partie vivent

en Afrique. Nous pensons qu'une population jeune, éduquée et bénéficiant d'emplois décents permettra de placer le continent sur la voie de la paix et d'éloigner les divisions, les querelles et les conflits.

Troisièmement, la prospérité de l'Afrique est essentielle à la paix sur le continent. C'est pour cette raison que la Zone de libre-échange continentale africaine a été créée, par le biais de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine, afin d'améliorer l'intégration économique et de libérer le potentiel de développement pour les populations du continent. Le programme de développement du continent doit donc servir de cadre à l'appui international et à la coopération avec l'Afrique. C'est nécessaire pour éviter les actions désordonnées et pour mobiliser les forces du continent au service de son développement.

Je tiens à réaffirmer l'attachement du Ghana aux initiatives continentales, régionales, nationales et locales qui appuient les efforts visant à faire taire les armes, notamment la bonne gouvernance, l'investissement dans des mesures préventives et l'exploitation des complémentarités entre le développement et la sécurité dans l'édification d'une communauté résiliente et continentale pour une paix durable.

Nous soulignons en particulier le rôle crucial des chefs traditionnels et religieux dans le renforcement de la paix en Afrique et pensons que les valeurs morales et la sagesse autochtone qu'ils défendent méritent qu'ils soient respectés et se voient accorder une place dans de nombreux pays africains pour imprimer un élan positif sur le plan politique, de la sécurité et du développement. Au Ghana, par exemple, la Chambre nationale des chefs, le Conseil national pour la paix, le Conseil d'État et le Conseil chrétien du Ghana, qui comptent tous parmi leurs membres des chefs traditionnels et religieux, ont contribué de manière positive à la paix et à la stabilité dans notre pays. Grâce à leurs efforts, le pacte de paix signé par tous les candidats à la présidence depuis les élections nationales de 2012 a renforcé la cohésion sociale et a contribué à amplifier l'importance des processus pacifiques et juridiques dans le traitement des griefs électoraux.

Nous pensons également que la diversité des sociétés africaines doit être prise en compte et mise au service du développement grâce à une représentation sociale, culturelle, ethnique et religieuse inclusive et équilibrée dans la vie nationale. Il est possible de garantir la stabilité de l'Afrique et de ne pas laisser de côté les femmes et les jeunes si nous acceptons le fait que, malgré nos différences, nous pouvons tous vivre ensemble.

Enfin, le Ghana estime que les politiques de développement peuvent avoir des répercussions positives sur la mise en œuvre de l'initiative Faire taire les armes en Afrique. Toutefois, nous devons sortir du statu quo en renforçant la coopération aux niveaux national, régional et international, et en faisant preuve d'une volonté politique plus forte, notamment dans la mise en œuvre des engagements existants, tels que le Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité.

**M. de Rivière** (France) : La France félicite le Mozambique pour l'organisation de ce débat. Elle salue le chemin parcouru par ce pays en matière de paix et de réconciliation nationale. Je remercie M<sup>me</sup> Duarte, M. Chambas et M. Manzoni pour leurs interventions.

L'Afrique fait face aujourd'hui à des défis considérables : la pression du changement climatique, la persistance du terrorisme et les chocs économiques, sanitaires et géopolitiques. Il y a bien sûr le défi de la gouvernance et de la consolidation des États. Il faut enfin traiter les causes profondes des conflits. Ces enjeux ne sont pas ceux de l'Afrique seule, ce sont des défis communs. Face à cela, les seules réponses efficaces seront des réponses globales, coordonnées et solidaires. Les solutions, ce sont d'abord celles que promeut l'Union africaine elle-même pour prévenir et résoudre les conflits.

La France se félicite de l'opérationnalisation du Fonds africain pour la paix et elle soutient la montée en puissance des opérations africaines de paix, car l'Union africaine a les capacités d'apporter des réponses robustes aux défis sécuritaires du continent. La France est prête à reprendre les discussions au Conseil de sécurité pour assurer un financement durable et prévisible de ces opérations, y compris sur contributions obligatoires. Mais les défis vont bien au-delà des menaces sécuritaires. Il nous faut établir des partenariats d'égal à égal avec les pays africains afin de mieux répondre ensemble aux enjeux de long terme, et en particulier aux défis environnementaux et de développement. C'est ce que la France et le Gabon ont fait, début mars, en organisant le One Forest Summit pour lutter contre le dérèglement climatique et préserver la biodiversité.

Dans le domaine de la santé, pour combattre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la France avait fait le choix de soutenir l'excellence scientifique africaine en appuyant la production de vaccins sur le continent. Pour financer des infrastructures durables, l'Union européenne a lancé il y a un an la stratégie

Global Gateway. La moitié des 300 milliards d'euros mobilisés dans le cadre de cette stratégie sera dédiée à l'Afrique et plus d'un tiers de ses projets sera déployé en Afrique subsaharienne.

Le sommet que la France organisera les 22 et 23 juin à Paris permettra de renforcer l'architecture financière internationale afin de lutter contre les inégalités et financer la transition climatique. Les solutions doivent être conçues avec l'ensemble des acteurs de la transformation du continent : la jeunesse, la société civile, les entrepreneurs, les chercheurs, les sportifs et le monde culturel. Les femmes et les jeunes doivent être au cœur de ces solutions. Ce sont les femmes africaines qui ont été à l'initiative du programme pour les femmes et la paix et la sécurité après la Déclaration de Windhoek en 2000. Nous devons nous appuyer sur le potentiel exceptionnel du continent africain, sur sa société civile, pour concevoir ensemble les solutions.

**M. Spasse** (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Mozambique d'avoir organisé l'important débat public d'aujourd'hui. Je remercie également les intervenants et intervenantes de leurs exposés instructifs. Nous pensons qu'il est important que le Conseil de sécurité renouvelle son engagement en faveur de cette question importante. Nous saluons l'esprit qui guide l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine. Les efforts régionaux jouent un rôle important à cet égard. L'Afrique est confrontée à d'énormes défis qui ont un impact direct sur les populations du continent et du reste du monde. Je voudrais mettre l'accent sur trois points.

Premièrement, nous pensons que les dirigeants africains doivent s'attaquer en priorité aux flux illicites d'armes, à leur transfert, à leur détournement, au vol, à la mauvaise gestion et au détournement d'armes légères et de petit calibre, de leurs stocks d'armes et de leurs munitions. Pour y parvenir, il est essentiel que tous les partenaires africains adhèrent au Traité sur le commerce des armes et le ratifient dans les plus brefs délais. Nous encourageons à déployer des efforts supplémentaires à tous les niveaux en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

Deuxièmement, nous nous faisons l'écho du rapport du Secrétaire général sur la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (S/2022/959), qui identifie clairement le manque d'institutions de gouvernance comme un obstacle sérieux à

la capacité des États africains à assurer un développement durable, compromettant ainsi la paix et la sécurité. Comme nous l'avons vu, l'absence de gouvernance permet aux terroristes et aux groupes armés d'élargir leur champ d'action, ce qui accroît la violence et l'instabilité. Il est fondamental que les États renforcent leur présence, y compris sur les voies transfrontalières empruntées par les trafiquants. Nous encourageons vivement une approche associant l'ensemble de la société, la création d'un réseau multipartite, l'établissement de l'état de droit et le renforcement de la confiance dans les institutions dans les régions marginalisées et touchées par des conflits. Nous appuyons les recommandations de l'ONU visant à établir un dialogue constructif avec les chefs traditionnels et religieux, la société civile, les travailleurs humanitaires, les femmes et les jeunes. Elles peuvent offrir des pistes en vue d'un règlement pacifique des conflits et en faveur d'initiatives relatives à l'édification d'une nation. Il est particulièrement important de sensibiliser les familles, et notamment les jeunes, par le biais de programmes d'éducation et de développement durables. Les États doivent investir davantage dans la construction et la promotion d'une culture de paix et de respect des différences culturelles afin de lutter contre l'intolérance et les formes d'extrémisme violent. Nous considérons que la décision de l'Union africaine de proclamer le mois de septembre Mois de l'amnistie en Afrique, afin d'encourager les civils à remettre volontairement les armes illicites qu'ils détiennent, est une décision très sage.

Troisièmement, la corruption et les activités illégales continuent d'entamer la confiance dans les institutions gouvernementales en Afrique. Nous encourageons nos partenaires africains à remédier à ce problème en appliquant le principe de responsabilité, à redoubler d'efforts pour consolider la gouvernance et les mécanismes de lutte contre la corruption et à rompre tout lien permettant aux acteurs non étatiques et à leurs parrains d'accéder aux armes et aux biens de l'État.

Enfin, nous sommes convaincus qu'une coopération étroite entre l'Union africaine et ses États membres et l'ONU, ainsi qu'avec d'autres organisations et partenaires régionaux et sous-régionaux, permettrait de promouvoir davantage la bonne gouvernance, ainsi qu'une paix et un développement durables. En outre, il convient de rationaliser les ordres du jour du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale, de la Commission de consolidation de la paix et du Conseil économique et social pour promouvoir et consolider une paix et un développement durables en Afrique.

**M. Hauri** (Suisse) : Je remercie S. E. le Président du Mozambique de nous avoir convoqués pour cette séance, qui nous donne l'occasion de discuter des liens entre la consolidation de la paix et le développement en Afrique. Je remercie également les intervenants pour leurs exposés instructifs.

La Suisse soutient pleinement les efforts visant à instaurer une paix durable en Afrique, élément clef de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. L'Union africaine aspire à mettre un terme aux conflits armés. Pour y parvenir, il faut s'attaquer aux causes profondes et éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes. Comme nous venons de l'entendre, malheureusement, les armes parlent encore trop fort en Afrique, mais aussi dans d'autres régions du monde. La prolifération illicite des armes légères et de petit calibre, ainsi que de leurs munitions, continue de semer la violence, de menacer la paix, de déchirer le tissu social et d'entraver le développement. Face à cette nécessité d'agir, la Suisse souhaite mettre en avant quatre points.

Premièrement, alors que l'offre d'armes doit être réduite, il faut s'attaquer également aux facteurs qui alimentent la demande. L'accent doit être mis sur la prévention de la violence, en considérant l'ensemble des facteurs politiques et socioéconomiques des conflits. Le cycle de la violence ne peut être rompu que si celui de l'impunité l'est aussi. Il est ainsi essentiel que les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire fassent l'objet d'enquêtes et que les auteurs présumés soient traduits en justice. Pour atteindre des résultats durables, il est ainsi primordial d'intégrer la réduction de la violence armée et la reddition de comptes plus systématiquement dans les efforts de consolidation de la paix et de développement.

Deuxièmement, il est important de renforcer la capacité des gouvernements locaux à fournir des services publics équitables et durables, en particulier dans les régions périphériques et les zones de conflit. Cela améliore la confiance de la population et contribue à restaurer la présence de l'État. L'objectif de développement durable n° 16 appelle à la création de sociétés pacifiques ouvertes à tous et d'institutions publiques efficaces, responsables et transparentes. C'est dans ce sens que la Suisse soutient un projet pour une meilleure planification de l'éducation au Niger, notamment dans les situations d'urgence.

Troisièmement, les efforts humanitaires, de consolidation de la paix et de développement doivent être sensibles aux liens entre les changements climatiques et

les conflits. De nombreux États africains connaissent bien l'impact des sécheresses et des inondations. L'insécurité alimentaire et les déplacements massifs de population peuvent exacerber les conflits et augmenter le risque de recrutement par des groupes armés. Il est urgent que les États concernés puissent réduire leur vulnérabilité aux chocs climatiques, afin de renforcer la paix et la sécurité.

Quatrièmement, le dialogue est fondamental pour désamorcer les tensions avant qu'elles n'éclatent en conflit et pour résoudre les conflits déjà existants. Ce dialogue doit systématiquement inclure les femmes, la jeunesse et, selon le contexte, d'autres acteurs, comme par exemple les chefs traditionnels et religieux. Fidèle à sa tradition en matière de médiation et de bons offices, la Suisse œuvre pour promouvoir des plateformes de dialogue, y compris au niveau régional. Nous soutenons par exemple le processus de Nairobi pour faire avancer la paix dans l'est de la République démocratique du Congo. Les bureaux régionaux des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et pour l'Afrique centrale jouent aussi un rôle clef, notamment en favorisant la création d'espaces de dialogue en collaboration avec l'Union africaine et les organisations sous-régionales.

L'initiative Faire taire les armes formule des solutions africaines aux défis africains. Elle permet à l'Union africaine et à ses mécanismes régionaux de renforcer leur capacité à gérer les conflits et les situations de crise, y compris à travers des coopérations transfrontalières. Les armes ne se tairont pas tant qu'elles sembleront plus accessibles qu'un emploi ou une formation professionnelle. Je m'adresse donc à tous les acteurs, ici présents ou sur le terrain, qui œuvrent pour une paix durable en Afrique. Nos efforts de paix doivent aller de pair avec des efforts visant à instaurer la confiance, à renforcer les institutions de l'état de droit, à promouvoir la cohésion sociale, à faire respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire et à créer des perspectives économiques, particulièrement pour les jeunes.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et de la Communauté des Caraïbes de la Trinité-et-Tobago.

**M. Browne** (Trinité-et-Tobago) (*parle en anglais*) : La Trinité-et-Tobago tient à remercier la République du Mozambique d'avoir organisé aujourd'hui cet important débat public du Conseil de sécurité. Nous adressons également nos remerciements aux intervenants et intervenantes pour les informations et les analyses qu'ils nous ont fournies sur l'initiative Faire taire les armes en Afrique.



Je tiens à vous dire, Madame la Présidente, que c'est un honneur pour moi de participer au présent débat public sous la direction du Président mozambicain. Je me souviens des échanges fructueux que j'ai eus récemment avec lui, en ma qualité de Président du Conseil des ministres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, lors de la quarante-deuxième session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-Union européenne, qui s'est tenue au Mozambique en octobre et novembre de l'année dernière. Ces échanges ont réaffirmé les relations de longue date entre les Caraïbes et l'Afrique.

Nous nous réunissons une nouvelle fois aujourd'hui dans ce que l'on appelle la salle la plus importante du monde. Je tiens à informer le Conseil que la Trinité-et-Tobago est favorable à l'initiative Faire taire les armes en Afrique, qui prévoit notamment de renforcer les cadres de maîtrise des armements et de désarmement. Cet effort commun est un symbole de l'engagement et de l'unité de la région africaine autour de l'objectif d'édifier un continent exempt de conflits, pierre angulaire de sa prospérité et de son développement. La Trinité-et-Tobago appuie cette initiative, qui s'inscrit dans le droit fil de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La nécessité d'endiguer le transfert illicite et le détournement des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions est une priorité de la politique étrangère du Gouvernement trinitadien et un objectif stratégique clef de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Les membres du Conseil savent peut-être que le Premier Ministre trinitadien est le principal responsable des questions liées à la criminalité et à la sécurité au sein du quasi-Cabinet de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CARICOM. Nous prenons cette responsabilité au sérieux, tant dans ses dimensions internes qu'externes. Malheureusement, l'Afrique, ainsi que les Caraïbes et l'Amérique latine, sont les régions qui enregistrent le plus de pertes en vies humaines en raison de la prolifération incontrôlée des armes à feu illicites, alors que nous ne faisons pas partie des grands fabricants de ces armes.

Par conséquent, le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago a pris un certain nombre de mesures, au niveau régional et à l'échelle de l'hémisphère, afin de renforcer le cadre permettant de prévenir, de combattre et d'éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Ainsi, avec d'autres États de la CARICOM, la

Trinité-et-Tobago s'est jointe à une action en justice engagée par le Mexique contre les fabricants d'armes privés des États-Unis, en vue de les amener à rendre des comptes pour leur rôle dans la facilitation de la libre circulation d'armes illicites et de munitions dans toute la région. Ces armes sont les armes de choix pour les crimes les plus graves, y compris le meurtre, commis en nombres alarmants.

Bien que nous élaborions des solutions régionales pour lutter contre les multiples problèmes qui ont trait à la criminalité et à la sécurité, nous sommes tous conscients de la nécessité d'une coopération accrue au niveau multilatéral. C'est pourquoi la Trinité-et-Tobago souscrit sans réserve à l'objet et au but du Traité sur le commerce des armes. Nous nous rappelons avec satisfaction et gratitude que l'Afrique a été dans cette entreprise un partenaire ardent de la CARICOM. Nous soulignons en outre qu'il importe de mettre pleinement en œuvre les autres instruments internationaux en vigueur dans ce domaine, notamment le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et le Protocole relatif aux armes à feu.

Nous estimons que les points de vue des femmes devraient être représentés à égalité à tous les niveaux des processus de paix et de sécurité, tout comme les espoirs et les aspirations des jeunes, qui sont en fin de compte les héritiers de l'avenir. C'est dans cet esprit que la Trinité-et-Tobago a été à l'origine de la résolution sur les femmes, le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements, que l'Assemblée générale adopte chaque année depuis 2010.

Pour terminer, j'exhorte la communauté internationale à agir de façon décisive pour faire taire les armes en Afrique, et pour les faire taire également dans les autres régions du monde. Nous devons changer les choses sur le terrain. Les mots ne suffiront pas à empêcher le mal dévastateur et irréparable que causent les armes entre les mains d'individus égarés.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Allemagne.

**M<sup>me</sup> Keul** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à vous remercier, Madame la Présidente, d'avoir convoqué cet important débat public d'aujourd'hui.

La séance de ce jour a pour thème la paix et la sécurité en Afrique. Ensemble, nous ne visons rien de moins qu'une Afrique sans conflit. Avec ses partenaires africains,

l'Allemagne est prête et déterminée à lutter contre les causes de conflit, de violence et de fragilité en Afrique, au moyen d'une approche intégrée. Il nous faut relier la prévention des crises, la stabilisation, le règlement des conflits et la consolidation de la paix aux efforts de développement durable, sous une direction africaine forte.

À cet effet, des politiques de développement inclusives et transparentes, le renforcement des institutions publiques, de l'état de droit et de la démocratie et la participation des femmes revêtent un caractère crucial. En vue d'appuyer cette démarche emmenée par l'Afrique, le Ministère fédéral allemand de la coopération et du développement économiques a présenté une nouvelle stratégie pour l'Afrique, en janvier de cette année. La stratégie a été mise au point en consultation étroite avec l'Afrique, et en particulier avec des représentants de la sphère politique, du secteur privé, de la société civile, des milieux universitaires et des jeunes. Sur la base de cette stratégie, notre coopération au service du développement sera principalement axée sur une transformation sociale et environnementale juste, ainsi que sur l'égalité des genres et la création d'emplois pour la jeunesse africaine.

Les défis sont nombreux. Le transfert illicite, l'accumulation et le détournement d'armes légères et de petit calibre font peser une grave menace sur la paix et la sécurité. La maîtrise efficace de ces armes est essentielle pour prévenir des conflits futurs, la prolifération, le terrorisme et la criminalité organisée. Il est de notre responsabilité commune de faire taire les armes. Les menaces et difficultés que représente la prolifération des armes légères et de petit calibre sont transnationales. Notre réponse doit donc elle aussi être transnationale.

L'Allemagne accueille favorablement et soutient les approches régionales telles que le plan d'action de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Nous appuyons les efforts nationaux et régionaux de renforcement des capacités à la fois en Afrique et partout dans le monde. Ces mesures visent à combattre le financement du terrorisme et les flux financiers illicites, ainsi qu'à améliorer la gestion des frontières et les capacités nationales de répression. Pour la seule année 2022, nous avons consacré plus de 10 millions d'euros à des projets comme le Mois de l'amnistie en Afrique, pour la remise et la collecte des armes détenues illégalement. En tant que présidente du groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques, l'Allemagne est résolue à améliorer le contrôle et la gestion des munitions.

Une solide architecture de paix et de sécurité en Afrique est également primordial pour lutter contre le détournement des armes légères et de petit calibre, de même que pour concourir aux efforts africains tendant à remédier aux causes profondes dans ce domaine. L'Allemagne aide les institutions de l'Union africaine et les communautés économiques régionales à mettre en œuvre les instruments de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, à laquelle nous avons apporté plus de 30 millions d'euros depuis sa création. Notre objectif commun est de prévenir les crises, de gérer les conflits et de bâtir une paix durable. En tant que principal contributeur au Fonds pour la consolidation de la paix, nous soutenons également l'appel en faveur d'un financement durable et prévisible pour les missions de paix de l'Union africaine. Nous sommes très satisfaits que l'Union ait trouvé une position commune sur la question à son récent sommet d'Addis-Abeba.

Pour terminer, je m'associe à l'appel lancé par l'Union africaine pour assurer un financement adéquat et durable aux activités de consolidation de la paix des Nations Unies, y compris par l'introduction de contributions mises en recouvrement. Nous sommes en passe d'arriver à un compromis et invitons tous les États Membres de l'ONU à se joindre à la proposition élaborée par le Groupe des États d'Afrique et l'Union européenne. À l'ère de la mondialisation, notre sécurité et notre prospérité sont inextricablement liées. L'Allemagne est prête à oeuvrer avec ses partenaires africains pour la paix et la sécurité et pour le développement durable afin de faire de la paix une réalité pour tous les Africains.

**La Présidente (*parle en anglais*) :** Je donne maintenant la parole au représentant du Portugal.

**M. André (Portugal) (*parle en anglais*) :** Je remercie le Mozambique d'avoir convoqué le présent débat, qui tombe à point nommé, et tous les intervenants d'aujourd'hui pour leurs observations utiles.

Tout d'abord, je tiens à remercier le Président Nyusi de la manière avisée dont il dirige du processus de paix et à féliciter le Gouvernement mozambicain et la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) d'avoir franchi une étape décisive de leur processus de paix en parvenant à un accord sur le versement des pensions aux anciens combattants démobilisés de la RENAMO. Le décret gouvernemental annoncé la semaine dernière conduira, nous l'espérons, à l'achèvement du processus de désarmement et de démobilisation et à l'application intégrale de l'Accord de Maputo de 2019. Avec cette étape majeure sur la voie de la consolidation de la paix, nous saluons

également le rôle joué par l'ONU, en particulier par l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Mozambique.

C'est une occasion importante d'entendre quelles sont les priorités de l'Afrique. Autant les événements mondiaux ayant une incidence locale que les événements locaux ayant une incidence mondiale mettent en évidence la nécessité d'investir dans des partenariats pour relever les défis du développement de l'Afrique. Le continent est confronté à de nombreuses difficultés dans différents domaines, allant du domaine socioéconomique aux questions de sécurité et de développement, et elles doivent être réglées grâce à l'appropriation nationale et régionale et à la coopération internationale. Il est indispensable de mobiliser tous les instruments disponibles et de mieux coordonner les efforts, au niveau tant bilatéral que multilatéral, pour relever les défis en matière de paix et de sécurité sur le continent. Une approche multidimensionnelle est nécessaire pour remédier aux causes profondes des conflits, et des formes concertées de coopération doivent être mises en place pour s'attaquer aux menaces transnationales telles que le terrorisme, l'extrémisme religieux, la piraterie et d'autres formes de criminalité organisée et de trafic. Les solutions purement militaires ne suffiront pas. Il faut œuvrer en faveur d'un développement durable et inclusif et, à court terme, garantir l'accès à l'aide humanitaire à ceux qui en ont besoin. Le fait de ne laisser personne de côté ne peut se réduire à une simple devise. Au cours des mois les plus sombres de la récente pandémie, une phrase a été répétée à plusieurs reprises dans cette salle : « Notre force ne saurait surpasser celle du plus faible ». C'est une vérité que nous devons également garder à l'esprit lorsque nous parlons de paix et de développement.

Nous avons toujours plaidé activement en faveur d'un approfondissement et d'un élargissement des relations avec l'Afrique, dans le respect de ses priorités et de ses programmes de développement. Notre approche de longue date a toujours été de collaborer avec l'Afrique, et non d'élaborer des politiques sur l'Afrique. Nous avons récemment approuvé la stratégie portugaise de coopération pour le développement, qui constitue une composante importante de la politique extérieure du Portugal. Dans le cadre de cette stratégie, nous accorderons une attention particulière aux pays en situation de fragilité. Pour obtenir de meilleurs résultats dans ces contextes, il faut des politiques cohérentes, qui relient les différents domaines de l'action extérieure, à savoir la diplomatie, la défense et le développement. Des réponses intégrées, notamment en tenant compte du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix,

sont également nécessaires. À cet égard, le Portugal est favorable à une stratégie reposant sur les trois axes suivants, qui se renforcent mutuellement.

Premièrement, il convient de soutenir l'intégration économique de l'Afrique par le biais de la Zone de libre-échange continentale africaine, des organisations économiques régionales et du développement de chaînes de valeur régionales et locales.

Deuxièmement, il convient d'appuyer les efforts de stabilisation et de prévention et gestion des crises régionales, conformément au principe de l'appropriation par l'Afrique, en associant les questions de sécurité, de développement économique et de coopération humanitaire.

Troisièmement, il convient de soutenir le développement de corridors et d'infrastructures stratégiques – routes, chemins de fer, ports et infrastructures énergétiques et numériques – afin de relier les pays africains entre eux et l'Afrique au reste du monde, notamment par l'océan Atlantique et l'océan Indien. C'est pourquoi le Portugal a joué un rôle actif de passerelle dans les efforts de coopération entre l'Afrique et l'Europe. Au Mozambique, par exemple, nous avons déployé une mission militaire pour renforcer la formation des forces spéciales mozambicaines appelées à intervenir à Cabo Delgado.

Le Portugal a également contribué financièrement, notamment par l'intermédiaire d'organismes des Nations Unies, à des projets multilatéraux destinés à renforcer les capacités nationales de lutte contre le terrorisme. Nous soutenons également des projets d'aide aux personnes déplacées à Cabo Delgado, y compris par des contributions financières et des partenariats avec des organisations non gouvernementales. Cette approche combinée à plusieurs niveaux est complétée par un investissement important dans le renforcement des capacités humaines, en offrant une formation professionnelle dans le domaine du pétrole et du gaz à des jeunes de Cabo Delgado. Le Portugal a aussi contribué, sur le plan opérationnel, à l'amélioration des capacités militaires techniques des pays partenaires de la Communauté des pays de langue portugaise. La sécurité maritime est particulièrement importante. Il s'agit là d'une autre question qui requiert la promotion du développement sur terre afin de garantir la sécurité en mer.

Enfin, il convient de rappeler que le développement n'est pas et ne peut pas être présenté comme une condition préalable à la réalisation des droits humains.

Le développement est un droit en soi. Les politiques de développement peuvent contribuer à relever les défis en matière de sécurité grâce à des investissements dans des infrastructures critiques, telles que les routes, les installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement et les systèmes énergétiques, qui peuvent à leur tour améliorer l'accès aux services de base, créer des emplois et promouvoir la croissance économique, favorisant ainsi le bien-être

des nations et des populations africaines et contribuant par conséquent au noble objectif de faire taire les armes.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Il reste un certain nombre d'orateurs et d'oratrices inscrits sur la liste pour la présente séance. Étant donné l'heure tardive, je me propose, avec l'assentiment des membres du Conseil, de suspendre la séance jusqu'à 15 heures.

*La séance est suspendue à 13 h 5.*